

Initiatives dans le domaine de la migration 2001

Appels de fonds



IOM

Document préparé par la Division des relations avec les donateurs
et soumis à la quatre-vingtième session du Conseil
Novembre 2000







Organisation internationale pour les migrations
17 route des Morillons
C.P. 71
CH-1211 Genève 19, Suisse
Téléphone: +41.22.717 91 11
Télécopie: +41.22.798 61 50
E-mail: drd@iom.int
Internet: <http://www.iom.int>


TABLE DES MATIERES

Table des matières	1
Notes	2
VUE D' ENSEMBLE.....	3
SERVICED E L'OIM.....	5
Mouvements	5
Migration et santé.....	6
Coopération technique en matière de migration.....	6
Aide au retour.....	7
Information de masse.....	8
Lutte contre la traite des êtres humains.....	9
LE POINT SUR LES RÉGIONS DE L'OIM.....	10
L'AFRIQUE ET LE MOYEN ORIENT.....	11
Afrique centrale et orientale	13
Afrique de l'Ouest.....	14
Afrique australe	15
Afrique du Nord et Moyen Orient.....	17
AMERIQUES	19
Amérique centrale	20
Pays andins	21
Amérique du Sud	22
ASIE.....	24
Asie centrale	26
Asie du Sud-Est et du Sud.....	28
Asie de l'Est et du Sud-Est.....	30
EUROPE.....	32
Etats baltes	33
Europe orientale	33
Europe du Sud-Est.....	40
ACTIVITÉS MULTIRÉGIONALES	51
Activités multirégionales	52
TABLEAU RECAPITULATIF DES BESOINS DE FINANCEMENT POUR LES PROJETS DE L'OIM EN 2001	54

NOTES

- 1) Le document Initiatives dans le domaine de la migration 2001 brosse le tableau d'ensemble de l'orientation de l'OIM par région et par secteur de service. Le document présente un appel pour le financement des programmes et projets prioritaires.
- 2) Comme par le passé, les programmes et les projets, lorsqu'ils seront financés, seront inclus dans les révisions du Programme et Budget.
- 3) Tous les besoins de financement sont exprimés en dollars des Etats Unis et couvrent une période d'un an à compter du 1er janvier jusqu'au 31 décembre 2001. Le cycle de vie des projets peut s'étendre à plus d'une année calendaire. Le cas échéant, les besoins de financement du projet seront inclus dans les futures publications des Initiatives.
- 4) Les projets concernant les mouvements indépendants ne sont pas présentés dans ce document puisqu'ils sont totalement financés.
- 5) Pour faciliter la consultation du document une icône représentant le secteur de service approprié est indiquée sous le titre du projet.

-  Mouvements
-  Migration et santé
-  Coopération technique en matière de migration
-  Aide au retour
-  Information de masse
-  Lutte contre la traite des êtres humains

- 6) Les projets de l'OIM inclus dans les appels globaux interorganisations (CAP) ont l'icône suivante 

VUE D'ENSEMBLE

En 2000, l'OIM a démontré la pertinence de sa politique générale et de ses opérations en réagissant positivement et rapidement aux demandes de services. Les opérations de l'OIM se sont poursuivies pour répondre aux urgences humanitaires comme les crises de Timor et du Kosovo, tout comme aux urgences soi-disant oubliées, pour lesquelles l'OIM a poursuivi, aux côtés de ses organisations partenaires ses activités de secours humanitaires. L'Organisation est de plus en plus reconnue comme ayant un rôle directeur dans le débat sur les questions de gestion des migrations. Ces dernières ont été abordées par différentes voies: coopération bilatérale avec les Etats Membres, lieux de dialogue régionaux sur la migration et événements internationaux ayant pour thème les questions migratoires du XXIème siècle.

En 2000, l'OIM a reçu un financement accru pour l'appui aux projets, comme le montre l'ampleur des projets réalisés. La gestion des migrations, avec ses potentialités et ses enjeux, est telle que les gouvernements font de plus en plus appel à l'OIM pour définir les réactions appropriées et concevoir les mesures nécessaires pour répondre aux besoins. L'OIM a mené à bien de manière satisfaisante une large gamme de projets sur la gestion des migrations à différents niveaux: les réunions régionales, les programmes de renforcement des capacités à grand rayon d'action avec les Etats Membres et les travaux de recherche ciblés comptent parmi les nombreux exemples de l'ampleur considérable des interventions possibles.

Bien que l'appui aux mouvements reste l'élément principal du financement des programmes de l'OIM par les donateurs, d'autres secteurs de services sont en progression: la lutte contre la traite des êtres humains au tout premier lieu. Pour faire face à ce problème que l'on retrouve à la première page de nos journaux presque tous les jours, l'OIM s'efforce avec ses homologues de définir et de mettre en œuvre une politique générale et un programme d'ensemble. L'OIM réalise en ce moment des programmes dans la région du Mékong, et en Europe du Sud-Est et en Europe centrale.

Les campagnes d'information de masse reçoivent également un appui généreux des donateurs. Elles sont l'une des composantes de la volonté de l'OIM de donner aux migrants et aux gouvernements les informations nécessaires pour prendre des décisions en toute connaissance de cause. Les migrations régulières et irrégulières sont pratiquement indissociables et ne peuvent pas être envisagées séparément. Notre collaboration avec les Etats Membres est plus étroite que jamais lorsqu'il s'agit d'aider à dresser la carte des tendances des migrations au moyen de travaux de recherche ciblées, qui sont ensuite utilisés pour préparer les campagnes d'information du public. En 2000, les donateurs ont travaillé en étroite collaboration avec l'OIM pour lancer plusieurs campagnes. Bien que la portée géographique de certaines des interventions de l'OIM soit principalement européenne, l'Organisation travaille dans toutes les régions du monde pour renforcer la sensibilisation du public aux questions migratoires.

La mobilité croissante des populations a des conséquences sur la planification et la politique générale en matière de santé, et l'OIM a affiné sa méthodologie pour faire en sorte que les problèmes sanitaires, comme la tuberculose ou le VIH/SIDA, deviennent partie intégrante du programme d'action s'agissant des questions issues de la gestion des migrations. Notamment dans le domaine du sida, l'OIM, en partenaire étroit très présent de l'ONUSIDA, est en train de définir comment parvenir à atteindre d'autres partenaires. En 2000, l'état de préparation de l'OIM était insuffisant pour garantir une réaction opérationnelle sur une large échelle. En 2001, il y sera remédié grâce à des interventions ciblées dans le domaine de la sensibilisation du public en insistant particulièrement sur les populations mobiles dans les scénarios d'action. A ce sujet, la programmation par l'OIM de service de conseils psychosociaux post-traumatiques destinés aux populations migrantes est en progression, car l'Organisation est en train de consolider ses connaissances spécialisées dans ce domaine. Au Kosovo, l'OIM a fait œuvre de pionnier lors d'une intervention modèle qui pourrait être reproduite dans d'autres pays après l'arrêt des conflits, et qui lie ensemble de manière intégrée les migrations, les besoins psychosociaux et le retour dans le pays d'origine.

La coopération technique au niveau de la gestion des migrations est le pivot de la méthodologie de l'OIM pour le XXIème siècle. L'Organisation travaille en collaboration avec plusieurs Etats Membres pour renforcer leur approche respective dans ce domaine. Le Suivi des conclusions de Tampere, les forums

régionaux et l'enjeu que représente l'adhésion à l'Union européenne exigent une attention soutenue de la part de nombreux partenaires européens. En Amérique latine, le Processus de Puebla et le PLACMI ont fourni un cadre utile à une activité accrue en matière de coopération technique, et l'Organisation espère pouvoir explorer d'autres opportunités dans les pays qui ne font pas encore partie de ces ensembles. Les leçons apprises en CEI sont extrêmement utiles pour la mise en place de programmes similaires de renforcement des capacités dans d'autres parties du monde. Le lancement du Dialogue sur la migration en Afrique australe (MIDSA) illustre aussi l'importance de la coopération régionale en matière de gestion des migrations. La conclusion récente de la "Réunion interrégionale sur la participation des migrants au développement de leur pays d'origine", qui s'est tenue à Dakar en octobre 2000, se traduira par des objectifs opérationnels dans un avenir proche.

L'OIM a joué un rôle actif dans le processus de coordination interinstitutions, s'efforçant de définir un rôle où son expertise et son expérience sont à la fois nécessaires et pertinentes. En 2000, l'OIM a participé à sept appels globaux interorganisations, et reçu 40 pour cent des besoins de financement. En 2001, comme vous pourrez le noter dans les Initiatives dans le domaine de la migration 2001, l'OIM a choisi de participer à sept appels consolidés sur 19.

L'OIM travaille en étroite collaboration avec l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) pour renforcer son rôle comme prestataire de services dans la planification et l'exécution des opérations de mouvement. Les interventions spécifiques ayant l'appui de l'Office humanitaire portent notamment sur le Timor, la Zambie et la Russie occidentale. Nous espérons qu'un appui généreux des donateurs permettra à l'OIM de renforcer encore sa réaction opérationnelle dans les cas d'urgence et dans les pays en situation de transition après un conflit. Le lien entre secours et développement est souvent fragile et exige un effort concerté pour faire en sorte que les activités de secours débouchent sur un développement plus durable.

Le rôle de l'OIM va maintenant au-delà de la phase immédiate des mouvements des opérations de secours d'urgence. L'appui de l'OIM à la reconstruction et à la phase de consolidation de la paix dans toute situation de crise, comme cela a été démontré en Europe du Sud-Est plus particulièrement, s'est avéré extrêmement important. Les programmes élaborés par l'OIM en réponse à ces situations, qui ont reçu un financement généreux des donateurs, comprennent le retour et la réinsertion des personnes déplacées, l'inscription aux élections à partir d'un pays étranger, et la rénovation de la communauté par des mesures ayant un impact rapide, afin de faciliter la réinsertion des rapatriés. L'OIM a travaillé en étroite collaboration avec ses partenaires, comme le HCR, la Banque mondiale, le PNUD et de nombreuses autres institutions, pour atteindre les objectifs de la reconstruction d'un pays après un conflit.

Nos priorités non encore financées pour 2001 découlent directement des réussites dont nous pouvons nous enorgueillir en 2000. Ces projets reflètent aussi les besoins qui ont été exprimés par les Etats Membres, et les enjeux nouvellement identifiés dans le domaine de la migration. Les besoins de financement totaux s'élèvent à 102 858 083 dollars pour 2001, pour lesquels l'Organisation lance un appel à la communauté des donateurs.

Division des relations avec les donateurs

SERVICES DE L'OIM

En 2000, l'Organisation a continué à modifier sa structure de manière à mettre plus clairement l'accent sur les services concrets qu'elle peut fournir aux gouvernements et aux migrants indépendamment des clivages géographiques. Ces services sont regroupés en six piliers, dont l'un, le Département des services de gestion des migrations, est composé de six secteurs de services – *Aide au retour*, *Lutte contre la traite des êtres humains*, *Information de masse*, *Migration et santé*, *Mouvements*, et *Coopération technique en matière de migration*. Cette réorganisation devrait permettre à l'OIM de mieux répondre aux besoins des migrants et des gouvernements.

Mouvements



Comme les mouvements de population continuent, et même s'étendent à la suite de la mondialisation, il faudra de plus en plus avoir recours au service de base de l'OIM qui est constitué d'aides à la réinstallation, au rapatriement, et au transport destinées aux migrants. S'agissant des évacuations et des retours de grande ampleur notamment, il est nécessaire qu'une institution de tutelle à but non lucratif comme l'OIM assure des services efficaces, économiques et humains pour les migrants, les gouvernements et les autres partenaires sur le terrain.

L'OIM contribue à l'organisation de transferts fiables et sûrs pour les migrants, en vue de leur réinstallation, d'un emploi, de leurs études et de tout autre objectif, afin que la migration se déroule sans encombre. La plupart des services nécessaires aux mouvements réguliers comprennent la sélection, le traitement, la formation linguistique, des activités d'orientation, des examens médicaux et autres activités pertinentes en vue de faciliter la réinsertion. Les activités concernant les mouvements sont habituellement conçues et établies sur une base bilatérale, avec les gouvernements, les migrants et les ONG participantes concernées.

Cette aide vise essentiellement la mise en place efficace des réponses humanitaires aux urgences, aux catastrophes dues à l'homme ou à des phénomènes naturels, et dans les cas où il est nécessaire de répondre rapidement à la situation tragique de groupes de population vulnérables. Le rôle de l'OIM dans l'évacuation humanitaire depuis l'ex-République yougoslave de Macédoine des Albanais du Kosovo est un exemple de ce soutien, de même que le retour des Timorais de l'Est du Timor occidental. Ces deux activités démontrent le rôle stratégique de l'OIM, ses compétences et son expérience pertinente dans ce domaine.

L'OIM explore les moyens de consolider ses services mondiaux de transport de migrants. Dans ce cadre, l'OIM a signé une note d'orientation sur la coopération avec le HCR, ce qui permettra à l'OIM de lever ses propres fonds pour servir d'appui au HCR ou à toute autre aide demandée en matière de mouvement. Bien qu'ils n'aient pas été encore officiels à l'époque, des accords *ad hoc* similaires étaient à la base de ce genre de coopération au Kosovo, au Timor oriental et en Zambie. En Zambie, l'OIM a fourni une aide à environ 7 000 réfugiés angolais déplacés qui y étaient entrés pour échapper à la violence du côté angolais de la frontière. Cette opération d'urgence a été réalisée grâce à l'appui rapide et généreux des donateurs.

Grâce à sa structure administrative mondiale, l'OIM jette également les bases d'un service d'appui consulaire et de délivrance de visas pour les pays qui reçoivent les migrants. Ceci peut aider les gouvernements à rationaliser les dépenses de leurs services extérieurs et permettre la réalisation d'économies d'échelle grâce à la normalisation et, lorsque c'est possible, au partage des procédés et des installations.

Migration et santé

MH

Au XXI^{ème} siècle, la santé des migrants et des autres populations mobiles sera un domaine d'activités croissantes au niveau national, régional et mondial. Les structures des mouvements actuels et la taille des flux migratoires posent plusieurs nouveaux défis en ce qui concerne la santé de l'individu, des populations et des Etats. Il existe toujours de grandes disparités au niveau de la prévalence et la fréquence des maladies ainsi que de l'accès aux services de santé disponibles. Les populations de migrants et les populations mobiles se déplacent rapidement et facilement parmi ces environnements disparates et peuvent transporter les caractéristiques sanitaires de leur lieu d'origine vers des destinations nouvelles et différentes. Ces vastes flux de population entre zones où les conditions sanitaires sont différentes peuvent avoir une influence et des répercussions sur la santé et le bien-être des émigrants eux-mêmes, ainsi que sur ceux de la population du lieu de destination.

Mieux connaître et mieux gérer les conséquences médicales et de santé publique de la mobilité et des migrations des populations est une exigence commune à tous les Etats qui produisent, reçoivent ou voient transiter des migrants et autres populations mobiles.

Forte de l'expérience acquise lors de la mise en place de services médicaux d'immigration pour les Etats Membres de l'OIM, et en partenariat avec nombre d'organisations et d'institutions sanitaires, l'Organisation a mis au point une approche moderne et souple de la science et de la pratique sanitaires dans le domaine de la migration. A un niveau de la politique générale, l'OIM encourage et facilite l'harmonisation et la normalisation des législations et des directives en matière d'immigration, de voyage et de santé internationale.

D'un point de vue opérationnel, l'OIM utilise les connaissances acquises lors de la mise en place des services de santé pour l'immigration afin de:

- contribuer à la formation et à l'éducation des personnels soignants et autres dans le domaine de la santé en situation de migration;
- mettre en place des services de soins et de prévention convenant aux migrants;
- aider les institutions et les organisations qui s'efforcent de répondre aux besoins des populations mobiles.

L'identification et la gestion améliorée et rapide des maladies dans les populations mobiles continueront à faciliter la migration et à réduire l'impact des maladies qui y sont liées. Les problèmes sanitaires restent d'une importance vitale au niveau national et international à mesure que la rapidité des voyages et l'ampleur des mouvements des populations liés aux situations d'urgence continue à dominer les migrations mondiales. En tant que seule organisation internationale chargée de tout un ensemble de questions migratoires, l'OIM travaille en étroite collaboration avec l'ONUSIDA pour étudier les liens entre les migrations et l'épidémie du sida, et pour apporter une réponse opérationnelle appropriée. L'OIM s'efforcera de renforcer encore cette coopération au niveau des programmes pour augmenter leur impact et faire en sorte que les diverses démarches soient complémentaires.

Coopération technique en matière de migration

TCM

Aujourd'hui, la gestion des migrations est devenue l'une des préoccupations principales des décideurs nationaux, régionaux et internationaux. Indispensable à toute bonne gestion des affaires publiques, elle est de plus en plus une condition essentielle à l'harmonie des relations bilatérales, à l'appartenance aux entités régionales et à la sécurité internationale générale. Les gouvernements sont confrontés à un ensemble complexe de difficultés qui lancent un défi à leur capacité à gérer les migrations, notamment les migrations clandestines. Nombre de gouvernements se trouvent impliqués en tant que pays d'origine, pays d'accueil ou pays de transit tout à la fois. La coopération technique de l'OIM en matière de migration aide ces

gouvernements à se doter des législations, des structures administratives, et des ressources humaines et des connaissances nécessaires à l'élaboration de solutions aux divers problèmes posés par les migrations.

La coopération technique est une force essentielle de l'Organisation depuis les années 70, notamment en Amérique latine où les gouvernements ont réussi à mettre sur pied des mécanismes permettant de faire face aux migrations interrégionales. On trouve des situations semblables dans l'ex-Union soviétique, l'Europe centrale et orientale, l'Asie du Sud Est et l'Afrique australe. Le transfert de ressources humaines qualifiées est un exemple de la méthode adoptée par l'OIM pour le renforcement des capacités. De plus, des programmes de formation pour les responsables des migrations sont prévus en vue d'accroître la qualité et la quantité des professionnels et par conséquent de renforcer les moyens d'action des gouvernements.

L'OIM continuera à faciliter le dialogue entre gouvernements en vue de parvenir à un accord sur les mesures pratiques visant à gérer les flux migratoires au mieux des intérêts des pays d'origine, de transit et de destination. La coopération technique classique au niveau des activités de gestion des migrations et la création de cadres régionaux spécialisés comme les Processus de Puebla, de la CEI et de Manille, sont les deux piliers sur lesquels repose la méthode de l'OIM pour encourager une meilleure gestion des flux migratoires internationaux.

Aide au retour

AR

Comment renvoyer chez eux les migrants qui ne peuvent rester dans le pays d'accueil, tel est maintenant l'un des défis les plus graves que doivent relever tous les gouvernements de la filière origine – transit – destination des migrations. Pour les migrants qui souhaitent rentrer chez eux, et qui n'en ont pas les moyens (par exemple étudiants sans ressources ou victimes de trafiquants), des possibilités de retour sûres et efficaces sont souvent la seule solution à leurs difficultés immédiates. Si ces personnes ne peuvent pas rentrer rapidement et en toute sécurité, les conséquences peuvent être graves pour les migrants et devenir pour les pays d'asile, de destination et de transit, et leurs systèmes de prévention sociale, des fardeaux socio-économiques très lourds capables de mettre en péril les processus d'immigration régulière.

Les gouvernements se tournent également de plus en plus vers l'OIM pour cette aide au retour car elle constitue une alternative viable, humaine et rentable à un renvoi forcé coûteux, difficile et souvent très désagréable à mettre en œuvre. Toutefois, le retour pouvant s'avérer très délicat dans certains pays d'origine, une médiation internationale est de plus en plus nécessaire pour développer la coopération entre les pays d'origine, de transit et de destination.

Les activités de l'OIM en matière d'aide au retour font partie d'une stratégie globale de gestion des migrations, comprenant de la part des gouvernements une prise de décision en temps utile en matière d'asile, des renvois effectifs de migrants clandestins, des options pour l'immigration régulière et une information du public précise sur ces options. Au cours de ces cinq dernières années, l'OIM a aidé plus d'un demi-million de migrants à retourner dans plus de 100 pays d'origine. Cette aide a concerné en particulier ceux dont la demande d'asile a été rejetée, les migrants clandestins, les personnes sans ressources, les victimes de trafic et les nationaux qualifiés revenant au pays pour aider au développement ou à la reconstruction de leur pays d'origine. Ce groupe cible inclut maintenant tout migrant se trouvant à l'étranger et ayant besoin de l'aide humaine et efficace d'une institution parapluie internationale comme l'OIM. L'Organisation met en place de plus en plus souvent des services d'urgence et d'aide ponctuels pour les migrants à bout de ressources, notamment les victimes du trafic d'êtres humains.

L'OIM renforcera et élargira son service d'aide au retour pour les gouvernements et les migrants dans le monde, et améliorera en particulier sa capacité de réaction rapide vis-à-vis des migrants en détresse. Ce genre de réponse rapide aidera considérablement les gouvernements incapables de résoudre immédiatement les problèmes par eux-mêmes; mais elle reposera également de plus en plus sur la coopération entre les pays de destination qui bénéficieront directement ou indirectement de l'efficacité des stratégies d'aide au retour adoptées dans les pays en transit. Dans ce but, l'OIM explore la manière dont les processus migratoires régionaux peuvent tirer partie de ces services d'aide au retour; et comment de petits groupes de pays d'origine,

de transit et de destination peuvent, ensemble, avec l'aide de l'OIM se mettre autour d'une table pour trouver une solution au problème du retour. La coopération potentielle pour un retour intra-régional, ou retour "Sud-Sud" sera abordée dans des réunions avec les interlocuteurs des régions traditionnellement en développement, de même que des discussions ouvertes à tout le monde se tiendront sur les attentes des pays d'origine puisque l'OIM poursuit une stratégie plutôt orientée vers les pays du sud pour l'aide au retour.

Information de masse

MI

Prendre des décisions en toute connaissance de cause au niveau personnel et institutionnel est essentiel pour que les migrations régulières se déroulent harmonieusement. Les migrants et les gouvernements ont les uns comme les autres besoin d'informations régulières, fiables et mises à jour sur les causes, les conditions, les critères et les conséquences des migrations. Le manque d'informations appropriées peut dans certains cas particuliers avoir des conséquences fatales; notamment lorsqu'un départ clandestin, et souvent hasardeux, en direction de pays plus développés est considéré comme une solution de facilité à divers problèmes économiques et sociaux.

D'autres processus migratoires comme la régularisation des étrangers en situation irrégulière, les programmes de migration de main-d'œuvre, l'enregistrement à l'arrivée ou à la sortie d'un pays des populations déplacées ou le retour volontaire, peuvent tirer des avantages considérables de campagnes d'information intensives et bien ciblées. Une meilleure intégration des activités d'information au sein des projets logistiques, humanitaires et de développement peuvent augmenter de beaucoup leur efficacité et leur portée.

Comblent le déficit en matière d'information sur les migrations forme une partie intégrante des services que l'OIM offre aux gouvernements et aux migrants. L'Organisation a lancé des campagnes d'information de masse couronnées de succès en Albanie, en Roumanie et en Thaïlande, où elles ont contribué à faire diminuer substantiellement le nombre d'immigrants clandestins. Des activités de suivi sont prévues en Thaïlande. D'autres projets pour le Maroc, le Monténégro, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Afrique australe sont envisagés par des donateurs potentiels. Dans le cadre du Pacte de stabilité pour le sud-est de l'Europe, une campagne d'information a également été proposée pour soutenir les efforts accomplis par les pays de cette région en vue de préserver la diversité nationale et ethnique dans le cadre du droit international, et pour faciliter la réconciliation et la cohabitation nationales.

Des campagnes pour aider à lutter contre la traite des femmes et des enfants ont été mises en œuvre en Ukraine et dans la République tchèque. Des projets semblables sont en cours ou vont être organisés pour la Hongrie, la Bulgarie, la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Roumanie, les Philippines, le Viet Nam et le Kosovo. Des activités de suivi sont également prévues pour la Bulgarie, la Hongrie et l'Ukraine. D'autres campagnes sont en cours en Fédération de Russie, en République de Moldova, au Bélarus, en Asie centrale et en Asie du Sud et du Sud-Est. Au Costa Rica et au Honduras, des campagnes d'information ont été utilisées pour faire savoir aux migrants clandestins qu'ils pouvaient obtenir un statut de résident légal. Cette campagne avait aussi pour objectif d'instaurer un climat de confiance vis-à-vis du processus d'amnistie et de dissiper les idées fausses que se font les migrants clandestins de l'amnistie. Une autre catégorie d'activité consiste aussi à établir un système de communication et d'information pour aider la population du Kosovo à obtenir et à partager l'information.

L'OIM a mis au point sa propre stratégie de communication et sa méthodologie de recherche, qui lui permettront d'adapter les futures campagnes d'information aux particularités culturelles et sociales des groupes visés. L'OIM continuera à concentrer ses efforts sur les campagnes de lutte contre les flux de clandestins et la traite des êtres humains. Les régions prioritaires pour la mise au point de futurs projets sont notamment le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et du Sud-Est, l'Afrique australe et l'Amérique latine. Les activités d'information porteront aussi sur les situations de crise, les conflits et les situations postérieures aux conflits, ainsi que sur l'aide apportée aux efforts de reconstruction et de développement à long terme. D'autres activités d'information pour la lutte contre la traite et le renforcement de la paix sont à l'étude pour l'Afrique de l'Est et de l'Ouest.

Des campagnes d'information seront également lancées pour valoriser l'image du migrant et montrer tout ce qu'il peut apporter de positif aux pays d'accueil. Dans les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, elles vont également expliquer les aspects principaux de l'élargissement de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne la migration des travailleurs et la libre circulation des personnes dans le territoire de l'UE.

Lutte contre la traite des êtres humains

CT

Le nombre de migrants victimes de la traite, notamment des femmes et des enfants, augmente de jour en jour dans toutes les parties du monde. L'information publique actuelle sur ce phénomène ne représente que la partie émergée de l'iceberg, et les conditions qui obligent les gens à avoir recours à des trafiquants –la pauvreté, le chômage, les violations de droits de l'homme, la guerre, les persécutions, etc.– ne s'améliorent pas avec la mondialisation. Mais comme les possibilités d'émigrer légalement vers des destinations souhaitables sont limitées, alors que la demande de certaines catégories de travailleurs étrangers dans ces pays de destination reste élevée, il en résulte une augmentation des mouvements migratoires clandestins sous le contrôle de réseaux criminels qui donnent aux migrants potentiels des informations erronées concernant les réelles possibilités d'émigration, les forcent à s'endetter pour payer leurs services et les attirent vers un travail forcé dans les pays de destination. Cela peut même aller jusqu'à infliger des mauvais traitements physiques ou psychologiques au migrant, et à des violations des droits de l'homme.

La réaction de l'OIM à ce phénomène répréhensible comporte plusieurs aspects: prévention grâce à une meilleure information; aide grâce aux mécanismes de retour et de réinsertion; amélioration de la coopération interinstitutions au moyen de forums nationaux et internationaux, meilleure protection des victimes et poursuite pénale des trafiquants du fait de la coopération technique avec les gouvernements et les autres institutions; et prise de conscience plus aiguë par toutes les parties prenantes grâce à la rapidité des recherches et des notifications. Les recherches et les colloques aident l'OIM à rassembler les renseignements de manière à fournir de meilleures informations pour les activités opérationnelles; informer les victimes potentielles des pays de provenance sur les risques qu'implique le recours à des trafiquants; aider les gouvernements à renforcer leurs moyens de lutte contre la traite des êtres humains; créer des possibilités de retour volontaire et d'aide à la réinsertion; et dispenser une aide médicale ou psychologique dans les pays d'accueil et lors du retour. Ces activités sont mises en œuvre de plus en plus en Afrique, en Asie du Sud-Est et de l'Est, en insistant tout particulièrement sur l'aide aux victimes et le renforcement des capacités institutionnelles; en Europe orientale et centrale et dans la CEI, notamment pour ce qui est de la protection ou de l'aide aux victimes et la coordination des efforts avec les autres institutions; et en Amérique centrale et aux Caraïbes avec des activités de formation et de renforcement des capacités.

En 2000, des programmes visant à apporter une aide individuelle directe offerte aux femmes et aux enfants victimes de la traite a permis à l'OIM de fournir une réponse immédiate à leurs demandes de protection, d'aide et de retour vers leur pays d'origine. Un nouvel élargissement de ces programmes sera nécessaire pour faire face à l'augmentation des demandes pour ces services.

L'OIM continuera à mettre au point des mesures d'ordre pratique pour lutter contre la traite des êtres humains, y compris l'aide immédiate aux victimes et le renforcement des capacités à long terme des organismes gouvernementaux appropriés. La coordination avec les organisations régionales et les autres organisations internationales sera renforcée en vue d'établir un système d'alerte rapide et d'assistance/protection pour les victimes sans ressources. D'autres efforts seront déployés pour créer des systèmes d'information avec les gouvernements, les ONG et les organisations internationales, et entre eux, afin de rassembler les données nécessaires à la conception et à la mise en œuvre d'actions concrètes visant à lutter contre la traite des migrants. L'OIM continuera à chercher des solutions tant nationales que régionales à ce phénomène. Ces efforts ont déjà été couronnés de succès dans les Balkans, la région de l'Union européenne et l'Asie; et des activités sont prévues dans cette direction pour l'Amérique latine et l'Afrique. Des méthodes plus générales comprenant des réponses diverses à la traite des êtres humains seront également appliquées dans les différentes régions.

LE POINT SUR LES REGIONS DE L'OIM

L'AFRIQUE ET LE MOYEN ORIENT

L'Afrique continue à être confrontée aux problèmes particulièrement ardu du développement qui ont des répercussions sur la mobilité de ses populations selon une configuration qui devient de plus en plus complexes. Les causes fondamentales des mouvements de population africains sont nombreuses, depuis un style de vie traditionnellement nomade jusqu'aux migrations pour des raisons économiques. L'émigration forcée est souvent due principalement à la pauvreté, aux conflits, à la dégradation de l'environnement, toutes causes ayant pour résultat un déplacement massif de population et l'effondrement des structures locales. On trouve en Afrique beaucoup de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur des frontières (p.d.i.), sans compter l'émigration, source d'importants flux migratoires à l'intérieur et à l'extérieur du continent. L'Afrique est la région du monde la moins développée et comme l'écart entre la croissance démographique et la croissance économique s'aggrave dans la plupart des pays du continent, un nombre toujours croissant d'Africains partent à l'étranger à la recherche de conditions plus favorables. La population de l'Afrique, actuellement de 731 millions de personnes, devrait pratiquement doubler vers 2030, d'où la nécessité encore plus urgente de faire face à la demande accrue de moyens d'existence. Or, dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les marchés du travail subissent les conséquences de la récession économique, des mauvais résultats des forces productives et d'un chômage généralisé.

Dans ce contexte, il est de plus en plus souvent fait appel à l'OIM pour concevoir et mettre en place des activités opérationnelles capables de répondre aux besoins des migrants et autres populations déplacées. Au cours de ces deux dernières décennies, l'OIM a élargi la couverture de ses programmes et de ses activités en Afrique subsaharienne, car la mobilité de la population et les conséquences des migrations sont de plus en plus considérées comme des questions qui se recourent et exigent une gestion harmonieuse impliquant la continuité entre d'une part, les secours d'urgence, et d'autre part, la reprise et le développement. Il s'agit principalement d'opérations de réinstallation et de rapatriement, d'aide pour les soldats démobilisés et la réinsertion des anciens combattants, ainsi que de l'aide au retour des Africains qualifiés pour qu'ils trouvent un emploi ou créent leur propre entreprise dans les pays d'origine africains qui les reçoivent. Toutefois, le continent doit faire face de plus en plus à de nouveaux problèmes difficiles créés par les migrations. Pour aider les gouvernements africains à développer leurs capacités de gestion des migrations et à renforcer les structures dans ce domaine, l'OIM a mis en place de nouvelles initiatives qui seront mises au point et réalisées en collaboration étroite avec ceux qui ont besoin de ce genre d'assistance technique.

La séropositivité, le sida et les migrations constituent un autre domaine de préoccupation croissante en Afrique. Sur les 34 millions de personnes contaminées par le virus du sida 23 millions sont Africains. Cette pandémie a frappé plus fort en Afrique subsaharienne que partout ailleurs dans le monde, le chiffre des victimes étant estimé à 14 millions, sinon plus. Le lien entre la mobilité et la séropositivité ou le sida représente par conséquent en Afrique un danger potentiel pour la santé publique et les perspectives de développement. L'épidémie due au VIH pose un problème unique en son genre, notamment pour les pays de l'Afrique subsaharienne, et aux côtés de l'ONUSIDA, l'OIM intensifiera la lutte en explorant les vulnérabilités particulières des populations migrantes au VIH, ainsi que la relation entre la propagation de la maladie et la mobilité des populations. L'OIM a également commencé à proposer des programmes pour la prévention du VIH/SIDA et l'accès aux soins de santé pour les migrants et les populations mobiles.

Plus que jamais, la bonne gestion des migrations est un problème qui dépasse les moyens dont dispose un Etat donné. La complexité de la dynamique migratoire africaine exige la coopération et la coordination de tous les pays concernés. L'OIM agit par conséquent en collaboration avec les Etats africains des différentes sous-régions et leur fournit une tribune neutre pour étudier et mettre au point des réponses coordonnées et acceptables. A ce sujet, l'OIM a déjà lancé son initiative intitulée Dialogue sur la migration en Afrique australe (MIDSA), ainsi qu'un processus semblable pour les pays de l'Afrique de l'Ouest à l'occasion d'une réunion régionale à Dakar en octobre 2000.

La Méditerranée occidentale est devenue l'une des régions les plus dynamiques du monde en ce qui concerne les migrations internationales sud-nord. La complexité de ces migrations pose des problèmes totalement nouveaux aux pays concernés. L'OIM renforce les capacités de la région et met au point des activités dans ce domaine. Au Moyen-Orient, l'OIM travaille en étroite collaboration avec les gouvernements de la région pour renforcer la coopération pour tout ce qui touche à la gestion des migrations.

Afrique centrale et orientale

République démocratique du Congo

Renforcement d'urgence des conditions socio-économiques régionales au Katanga grâce à la fourniture de transport, de moyens logistiques, de service de réparation et d'entretien des routes et des chemins de fer

CAP

TCM

De manière à améliorer l'accès à l'aide humanitaire des populations touchées par la guerre dans la région du Katanga et son acheminement, l'OIM entreprendra la remise en état des réseaux ferrés et routiers primaires et secondaires, afin de faciliter les échanges intrarégionaux de produits de base et le transport des denrées alimentaires, ainsi que la fourniture d'une aide à la réinstallation pour les p.d.i. L'OIM identifiera les portions des réseaux routiers et ferrés qui doivent être remises en état de manière efficace et effective, entreprendra les réparations nécessaires et gèrera les ressources liées aux travaux de remise en état et aux opérations de transport. L'OIM fournira également une aide pour le transport des p.d.i. lors de leur réinstallation dans des lieux temporaires appropriés. Les besoins de financement pour cette activité en 2001 sont de 3 955 000 dollars.

Ethiopie

Suivi des migrations et des populations

TCM

La sécheresse qui a sévit récemment dans la Corne de l'Afrique, a touché 13,4 millions de personnes dont 10 millions en Ethiopie, notamment dans les régions de Somali et de Tigré. L'OIM et le PAM ont mis au point un projet visant à mettre sur pied un suivi au moyen d'une base de données en créant un système d'information géographique. Ce système contribuera à la stabilisation et à la coordination des populations dans les opérations de secours effectuées en Ethiopie et dans d'autres pays de la région. A la suite de la mise en place de la première phase pendant 2000, il faut 176 090 dollars pour la deuxième phase en 2001.

Prévention et lutte contre le VIH/SIDA pour les populations se déplaçant dans des zones à haut risque le long des principaux itinéraires de transports routiers

MH

Ce projet mis au point en collaboration avec l'OMS aidera le Gouvernement éthiopien à élaborer point des stratégies d'intervention et de prévention d'envergure nationale pour lutter contre une nouvelle propagation du VIH/SIDA, notamment parmi les populations mobiles vulnérables et à haut risque. D'autres partenaires du projet sont l'ONUSIDA, l'Organisation pour un service intégré de prévention et de soutien pour le sida (ISAPSO), et les autorités sanitaires fédérales et régionales de la République fédérale démocratique d'Ethiopie. Ce projet de deux

ans comporte un budget total de 220 000 dollars, dont 140 000 dollars ont été demandés à l'ONUSIDA. L'OIM lance un appel pour le financement de la somme restante de 80 000 dollars.

Ouganda

Réinsertion des anciens combattants ougandais

TCM

A la suite de la loi d'amnistie 2000, qui encourage la démobilisation et la réinsertion des factions rebelles, soit environ 100 000 personnes, le projet vise à contribuer au processus de réconciliation nationale et à favoriser le retour de la paix et de la stabilité dans la région. En coopération avec les gouvernements ougandais, kenyan et Soudanais, les autorités locales, les institutions des Nations Unies et la commission Amnistie, l'OIM fournira une aide pour le transport, des services de conseil et d'orientation, une aide à la réinsertion et une base de données sur la réinsertion pour une information précise et mise à jour. Ce projet d'un an qui inclut une phase pilote a un coût estimatif de 1,7 million de dollars.

Réinsertion des anciens combattants grâce l'emploi de travailleurs à l'entretien courant du réseau routier

CAP

TCM

Avec l'annonce de l'amnistie par le gouvernement, certains anciens rebelles reviennent déjà spontanément dans le nord de l'Ouganda. Ce projet cherche à fournir les moyens d'une réinsertion dans la société civile des anciens combattants, des soldats démobilisés et des personnes revenant au pays en les employant comme main-d'œuvre à des travaux d'entretien courant du réseau de routes de dessertes des districts de Gulu et Kitgum situés au nord du pays. La rémunération consistera en partie en rations alimentaires et en partie en espèces pour leur permettre de subvenir à leurs propres besoins. L'entretien courant proposé porte sur environ 200 kilomètres de routes choisies dans les deux districts, selon les priorités fixées par les deux administrations régionales. En 2001, ce projet aura besoin d'un financement total de 400 000 dollars.

Recensement et besoins essentiels des personnes déplacées à l'intérieur des frontières dans le district de Kitgum

CAP

TCM

Les fréquentes rébellions du nord de l'Ouganda ont provoqué une insécurité alimentaire chronique et des déplacements de population massifs: les gens sont forcés de quitter leur maison pour aller vers des abris temporaires. Afin de gérer les secours et le processus de remise en état nécessaires dans les districts affectés, il est essentiel de disposer d'une information adéquate sur le profil socio-économique du groupe ciblé pour cette aide. Pour cela, le projet vise à effectuer dans le district de Kitgum la même étude rapide du recensement et des besoins essentiels que celle qui est en cours à Gulu en coordination avec l'UNI-

CEF. Le besoin de financement pour ce projet de quatre mois représente 25 000 dollars.

Enquête initiale: indicateurs liés au VIH/SIDA chez les réfugiés et les p.d.i. en Ouganda

CAP

MH

En Ouganda, même si le gouvernement et plusieurs institutions internationales et ONG ont mis en œuvre des programmes de sensibilisation et d'éducation en matière de VIH/SIDA, ces activités ne sont pas destinées aux populations migrantes, à savoir aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur des frontières. Ce projet rassemblera et analysera les informations concernant les réfugiés et les p.d.i. en Ouganda qui seront utiles pour la mise au point de programmes de prévention du VIH/SIDA, en ciblant plus spécifiquement la population migrante du pays qui n'est pas concernée à l'heure actuelle par les efforts réalisés dans ce domaine. Ce projet de quatre mois implique un besoin de financement de 60 000 dollars.

Besoins de financement	
République démocratique du Congo	
Renforcement d'urgence des conditions socio-économiques régionales au Katanga	3 955 000
Ethiopie	256 090
Suivi des migrations et des populations	176 090
Prévention et lutte contre le VIH/SIDA pour les populations se déplaçant dans des zones à haut risque	80 000
Ouganda	2 185 000
Réinsertion des anciens combattants ougandais	1 700 000
Réinsertion des anciens combattants grâce à l'emploi de travailleurs à l'entretien courant du réseau routier	400 000
Recensement et besoins essentiels de personnes déplacées à l'intérieur des frontières	25 000
Enquête initiale: indicateurs liés au VIH/SIDA chez les réfugiés et les p.d.i.	60 000
Total	6 396 090

Afrique de l'Ouest

République du Congo

Réinsertion des anciens combattants dans la République du Congo

CAP

TCM

A la suite de l'annonce faite par le gouvernement d'une amnistie générale pour les milices, un grand nombre de jeunes, anciens miliciens émigrent vers les principales villes pour trouver de meilleures conditions de vie. Le projet Réinsertion des anciens combattants et collecte des armes de poing aide les anciens miliciens, à retrouver une place dans la vie civile, à rétablir la paix et à reconstruire une vie normale qui soit durable du point de vue économique et social. Ce projet vise à aider à 4700 anciens miliciens à retrouver d'autres conditions de vie, ainsi qu'à rassembler 5000 armes de poing et autres armes légères. L'OIM exécutera et mettra en place ce projet avec un budget global de 3,4 millions de dollars. Le PNUD a apporté une contribution financière suffisante pour s'occuper initialement de 1 000 anciens combattants. Le besoin de financement pour 2001 est de 2 475 000 dollars.

Sénégal

Unité de recherche sur les migrations internationales et la traite des êtres humains

TCM

Ce projet contribuera à l'élaboration d'une base de données et à la mise au point d'un système d'information géographique (GIS) dans le but d'apporter une aide aux capacités institutionnelles et techniques des pays d'Afrique de l'Ouest. Ce projet de douze mois se concentrera tout d'abord sur les flux migratoires de la région et sur la participation des migrants au développement de leur pays d'origine. La seconde phase portera sur la traite des femmes et des enfants. Les gouvernements sénégalais et malien, ainsi que l'IRD (Institut de recherche pour le développement) et Migrinter (département de l'Université de Poitiers, France, consacré à la recherche sur les migrations internationales) collaboreront à sa mise en œuvre. Le budget total de ce projet est de 500 000 dollars. Une partie sera couverte par des contributions en nature de l'IRD et de Migrinter. Le financement recherché pour la mise en œuvre en 2001 est de 242 900 dollars.

Mali

Retour et réinsertion des enfants maliens victimes de trafiquants

CT

Ce projet régional apporte une contribution au plan d'action nationale de lutte contre le trafic transfrontière des enfants, qui a été adopté par le Gouvernement malien. Le projet permettra le retour et la réinsertion des enfants qui ont été victimes de ce trafic entre le Mali et la Côte d'Ivoire, des mesures efficaces devant être mises en œuvre dans les pays d'origine (Mali), de transit (Burkina Faso) et de destination (Côte d'Ivoire). Ce projet permettra le

retour en toute sécurité et méthodique d'environ 2000 enfants maliens de la Côte d'Ivoire, et fournira une aide de réinsertion à leurs familles. Ce projet est mis en place conjointement par l'OIM et l'UNICEF en étroite collaboration avec les gouvernements malien, ivoirien et burkinabé. Le besoin de financement pour ce projet de 18 mois est de 2 844 220 dollars, dont 2 millions sont nécessaires en 2001.

Nigeria

Mesures visant à lutter contre la traite des femmes et des enfants mineurs nigériens et prévention du VIH/SIDA et autres MST

CT

Ce projet vise à prévenir la traite des êtres humains et la transmission des maladies sexuelles en lançant une campagne de sensibilisation, en distribuant l'information et en faisant appliquer la loi, tout en protégeant et en aidant les victimes. Ce projet bénéficiera des connaissances techniques acquises lors de programmes similaires et des résultats des travaux de recherche et d'évaluation effectués au Nigeria, en Italie et dans d'autres pays européens. La durée du projet est de 12 mois et le besoin de financement de 551 000 dollars.

Besoins de financement	
République du Congo	
Réinsertion des anciens combattants	2 475 000
Sénégal	
Unité de recherche sur les migrations internationales et la traite des êtres humains	242 900
Mali	
Retour et réinsertion des enfants maliens victimes de trafiquants	2 000 000
Nigeria	
Mesures visant à lutter contre la traite des femmes et des enfants mineurs nigériens et prévention du VIH/SIDA et autres MST	551 000
Total	5 268 900

Afrique australe

Projets régionaux

Dialogue sur la migration en Afrique australe (MIDSA)

TCM

En étroite collaboration avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'OIM a entamé en 2000 un Dialogue sur la migration en Afrique australe (MIDSA). Ce projet facilite la coopération entre les gouvernements de la SADC et contribue à la gestion des migrations régionales en favorisant la compréhension des phénomènes migratoires et en renforçant les capacités institutionnelles régionales. Les activités comprendront l'organisation, du processus de consultation, l'analyse des données migratoires, la formation et le renforcement des capacités, ainsi que des ateliers/séminaires techniques sur certains thèmes, en ayant recours au dialogue à plusieurs niveaux régionaux et/ou bilatéraux. Le budget pour ce projet biennal est de 456 000 dollars. Pour l'année 2001, il faudrait environ 228 000 dollars pour ces activités.

Analyse de la situation concernant le VIH/SIDA et la migration en Afrique australe

MH

Ce projet vise à contribuer à la compréhension de tous les liens qui existent entre les migrations internationales et la propagation du VIH/SIDA, puisque les données de recherche et les faits crédibles manquent dans ce domaine. Le projet est divisé en trois phases sur une période de 18 mois. La première phase comportera une étude documentaire sur la migration et le VIH/SIDA. La deuxième partie se concentrera sur l'identification, la documentation et la répartition géographique des communautés migrantes les plus importantes au Botswana, au Lesotho, au Mozambique, en Namibie, en Afrique du Sud, au Swaziland et au Zimbabwe. La troisième partie évaluera l'état sanitaire général des migrants et tentera de voir quelles sont leurs connaissances, leur compréhension et leurs compétences en ce qui concerne le VIH/SIDA dans tous les pays en cause. A cet effet, des recommandations pour une intervention efficace seront élaborées à partir de ces données dans le contexte de la dynamique migratoire de cette sous-région. Le besoin de financement pour ce projet pour 2001 est de 185 000 dollars.

Angola

Aide intégrée pour les p.d.i visant à assurer leur réinstallation et des moyens d'existence durables

CAP

TCM

L'OIM aidera 30 000 p.d.i. se trouvant principalement dans les provinces de Luanda, Bengo et Huambo à effectuer la transition depuis une situation de dépendance vis-à-vis d'une aide d'urgence vers l'autonomie. Le service intégré de l'OIM commencera par des évaluations des lieux éventuels de réinstallation, pour ensuite accorder une aide au retour aux plus vulnérables, puis une aide immédiate à la réinstallation, comprenant des abris et des

articles non alimentaires essentiels, et mettra en place des projets qui bénéficieront à l'ensemble de la communauté d'accueil en renforçant ses capacités et ses structures. Des microprojets destinés principalement aux femmes chefs de famille et autres groupes vulnérables, aideront à améliorer les revenus familiaux et à en assurer la pérennité. Le besoin de financement pour ce projet en 2001 est de 2 049 870 dollars.

Enregistrement de la population accessible déplacée depuis janvier 1998

CAP

TCM

L'OIM aidera le Gouvernement à concevoir et à mettre en œuvre une procédure d'inscription normalisée pour toutes les p.d.i. déplacées depuis janvier 1998. Elle fournira également l'aide et le soutien technique nécessaires à la mise au point d'un logiciel visant à permettre la création, l'entretien et la mise à jour des bases de données aux niveaux provincial et national. Ainsi toutes les parties prenantes de l'action humanitaire pourront avoir accès, sur demande, à une information mise à jour, ce qui facilitera l'amélioration des choix opérés dans les programmes d'aide et de transition. Les p.d.i. seront inscrites par les autorités locales en collaboration avec les ONG nationales et internationales. Le besoin de financement pour cette activité en 2001 est de 1 090 466 dollars.

Afrique du Sud

Les migrants d'Afrique jouent au football pour lutter contre le sida

MH

L'objet de ce projet pilote est de mieux faire connaître le VIH/SIDA aux migrants africains résidant dans la province de Gauteng, en associant les campagnes d'information sur le VIH/SIDA à des tournois de football. En partenariat avec "African Soccer Against AIDS Tournament" (ASAAT) (Tournois africains de football contre le sida), organisation de migrants chargée des tournois pour les migrants à Gauteng, l'OIM organisera quatre tournois de football pour l'équipe de migrants locaux sur une période d'un an, pendant laquelle se dérouleront des campagnes sur le VIH/SIDA. Avant le tournoi, l'OIM engagera les six équipes participantes à assister à des sessions de discussions dans le but d'évaluer les perceptions culturelles dominantes du VIH/SIDA et de sa prévention. Les résultats de ces discussions seront utilisés dans une campagne d'information sur le VIH/SIDA organisée par une ONG locale pendant les matches de football pour adapter le contenu culturel de la campagne et augmenter la réceptivité du groupe cible. Cette campagne comportera des discours et la distribution aux participants ainsi qu'aux spectateurs d'une information élémentaire sur le VIH/SIDA qui tiendra compte des sensibilités culturelles. Des stands d'information permettront à ceux qui le désireront de se renseigner sur le virus et les services de conseil et de dépistage volontaire. Le besoin de financement pour l'an 2001 représente en tout 40 000 dollars.

Zambie

Assistance technique au Gouvernement zambien pour la gestion des frontières

TCM

A la demande du Gouvernement zambien, l'OIM aidera le Département de l'immigration à mettre au point un programme global visant à la création d'un système consolidé de gestion des migrations. Grâce à ce projet, l'OIM pourra aider le Gouvernement à installer ce système d'information sur les migrations à quatre points d'entrée dans le pays (Livingstone et Chirundu – Zimbabwe, Chipata – Malawi et Aéroport international de Lusaka) pour permettre au Département de l'immigration de suivre et de gérer les mouvements de population en provenance et en direction de la Zambie. L'OIM facilitera également la coordination interministérielle pour l'élaboration et l'emploi de technologies et de communications concernant l'immigration. Le système d'information qui en résultera pourra établir des liens avec d'autres bases de données démographiques, et faciliter un dialogue régulier avec les pays voisins. Ce projet représente la première étape de la fondation d'un système efficace d'échange d'information national qui, plus tard, deviendra régional pour les pays voisins appartenant à la SADC. Le besoin de financement de ce projet de 12 mois est pour 2001 de 219 000 dollars.

Besoins de financement	
Projets régionaux	413 000
MIDSA	228 000
Analyse de la situation concernant le VIH/SIDA et la migration en Afrique australe	185 000
Angola	
Aide intégrée pour les d.p.i visant à assurer leur réinstallation et des moyens d'existence durables.	2 049 870
Enregistrement de la population accessible déplacée depuis janvier 1998	1 090 466
Afrique du Sud	
Les migrants d'Afrique jouent au football pour lutter contre le sida	40 000
Zambie	
Assistance technique pour la gestion des frontières	219 000
Total	3 812 336

Afrique du Nord et Moyen-Orient

Projets régionaux

Développer au maximum les effets positifs des flux migratoires actuels et futurs sur le développement national des pays du Maghreb



Les migrations de main-d'œuvre constituent la raison dominante des flux de migration actuels entre le Maghreb et les pays de l'Union européenne (UE). Ces migrations peuvent être bénéfiques à la fois aux pays d'origine et aux pays d'accueil, à condition qu'elles soient structurées et gérées en tenant compte des objectifs économiques et sociaux des deux côtés de la Méditerranée. Le projet devrait consolider certaines stratégies spécifiques qui établissent un lien entre migrations et développement régional et national, ainsi que faire reconnaître le rôle potentiel des ressortissants maghrébins qualifiés à l'étranger en tant qu' "agents de développement" dans leur région d'origine. Les principaux domaines d'évaluation et d'initiatives pilotes sont les suivantes: production et diffusion de l'information sur les migrations régulières et sur l'intégration des migrants dans les pays de l'UE, identification des domaines où les migrations exercent de fortes pressions, mesures incitatives pour encourager le retour des nationaux qualifiés pourvus de compétences spécifiques et/ou de capitaux à investir, identification et renforcement des liens entre les activités commerciales des migrants du Maghreb basés dans l'Union européenne et les nationaux qui mettent au point des activités complémentaires dans leur pays d'origine; potentiel de coentreprises, évaluation du volume et de l'utilisation des fonds rapatriés vers le pays d'origine, etc. Avec les ressources apportées par les donateurs, l'OIM assurera une assistance technique pour les problèmes issus des migrations en évaluant les principaux domaines d'intervention et en lançant des activités pilotes. Les besoins estimés pour l'année 2001 représentent 500 000 dollars.

EU/Afrique du Nord: Programme de formation pour le personnel du Ministère de l'intérieur, des ambassades du Maghreb et d'autres services de gestion des migrations importants



Ce projet vise à renforcer une coopération immédiate et à long terme d'ordre pratique sur la gestion des migrations dans la région méditerranéenne au moyen d'un programme de formation centré sur les répercussions de la législation nationale des pays de l'UE, ainsi que des politiques essentielles communautaires, sur la gestion des migrations des pays situés au sud de la Méditerranée. Ce projet s'articulera de la manière suivante: a) sessions de formation pour les officiers de liaison chargés des migrations dans les ambassades nord-africaines de certains pays de l'UE; b) ateliers dans certaines capitales nord-africaines réunissant des participants provenant des institutions gouvernementales ayant des responsabilités de gestion des migrations et le personnel des ambassades et

des pays de l'Union européenne concernés. Le budget estimé pour 2001 représente 400 000 dollars.

Algérie

Examen des questions relatives au VIH/SIDA chez les migrants qui reviennent ou qui transitent en Algérie



En coopération avec le Ministère de la santé algérien et deux institutions sanitaires algériennes/ONG, et en étroite collaboration avec l'ONUSIDA, ce projet aborde la question de la prévention et des soins du VIH/SIDA chez les migrants. Il comportera des activités de prévention contre le sida chez les migrants se trouvant dans les zones de transit des frontières méridionales de l'Algérie, tout en répondant aux besoins de soins des migrants séropositifs ou sidéens qui reviennent en Algérie, grâce à des travaux de recherche et à la formation de professionnels de la santé. Le Gouvernement algérien financera une partie de ce projet. Le besoin de financement pour trois ans est évalué actuellement à 930 000 dollars, dont 310 000 sont nécessaires pour l'année 2001.

Egypte

Formation et microcrédits pour les migrants de retour ou les migrants potentiels en Egypte



Ce projet vise à renforcer, grâce à des mécanismes d'aide directe et d'assistance institutionnelle, les moyens dont dispose le Gouvernement égyptien pour étudier les questions de migration de main-d'œuvre dans le contexte de sa réforme de l'emploi. Les éléments de ce projet concernant la formation et la microentreprise permettront d'aider à améliorer les options du travail à domicile pour les migrants potentiels, et de fournir des moyens nécessaires pour faire face aux besoins de réinsertion et retenir ensuite les migrants qui sont rentrés. Ce projet vise 100 migrants revenus dans le pays et 200 migrants potentiels, ainsi que leurs interlocuteurs au sein du Gouvernement égyptien. Ce projet sera réalisé en étroite coopération avec le Ministère de la main-d'œuvre et de l'émigration. Le budget total du projet est de 2,1 millions de dollars. Les fonds nécessaires pour 2001 représentent 1750 000 de dollars.

Jordanie

Renforcement des capacités de gestion des migrations



L'OIM fournira une assistance technique au Gouvernement jordanien dans le domaine de la gestion des migrations. Les problèmes spécifiques à résoudre seront identifiés grâce à un atelier prévu pour le premier trimestre de 2001 et pourraient porter sur une formation des fonctionnaires, une révision des structures administratives et des procédures actuelles, et une consolidation des connaissances du droit international en matière d'immigration. Ce programme de deux ans a un budget de

700 000 dollars dont 300 000 dollars sont nécessaires pour 2001.

Maroc

Recherche sur l'émigration potentielle du Maroc

Le Maroc compte parmi plusieurs pays concernés par les plans d'action du Groupe de travail de haut niveau de la Communauté européenne. Dans le cadre de son plan de mise en œuvre pour le Maroc, l'OIM propose de conduire une étude sur les migrations potentielles du Maroc. Elle sera menée en collaboration avec l'Institut démographique interdisciplinaire néerlandais (NIDI) basé à La Haye. Cette étude comprendra une analyse secondaire des données sur les potentiels de migration au Maroc, récemment recueillies par le NIDI, qui a interrogé environ 13 000 personnes. Cette étude examinera le profil et les motivations des migrants éventuels et leurs sources d'information. Etant donné la taille importante de l'échantillon, les différentes tendances régionales seront explorées en détail. Le budget est de 75 000 dollars.

Besoins de financement	
Projets régionaux	900.000
Développer au maximum les effets positifs sur le développement national des pays du Maghreb	500.000
EU/Afrique du Nord: Programme de formation	400.000
Algérie	
Examiner les questions relatives au VIH/SIDA chez les migrants qui reviennent ou qui transitent en Algérie	310 000
Egypte	
Formation et microcrédits	1 750 000
Jordanie	
Renforcement des capacités de gestion des migrations	300 000
Maroc	
Recherche sur l'émigration potentielle du Maroc	75 000
Total	3 335 000

AMERIQUES

A mesure que la région latino-américaine et les Caraïbes s'orientent vers une meilleure intégration socio-économique, la gestion des migrations gage de l'importance. En dépit de la modernisation rapide constatée dans de nombreux domaines de politique générale, les gouvernements de la région manquent souvent au niveau administratif, législatif et politique des moyens qui leur permettraient de faire face efficacement à l'évolution de la situation dans le domaine des migrations. L'information sur les tendances régionales est fragmentaire, la législation souvent dépassée, et les mesures prises sont tournées vers l'intérieur et insuffisamment reliées aux autres parties de la région ou à des stratégies de développement global, sans oublier que les technologies applicables à la migration ne sont pas suffisamment avancées pour faciliter la solution de ces problèmes.

L'expérience acquise par l'OIM dans le domaine du renforcement des capacités de gestion des migrations est exemplaire. En Amérique latine notamment, elle sert à préparer des initiatives appliquées dans d'autres parties du monde. Il faut mentionner tout spécialement le Cours annuel interaméricain sur les migrations internationales, mieux connu sous le nom de Cours de Mar del Plata.

Au cours de ces dernières années, les questions de coopération technique en matière de migrations sur ce continent ont continué à avoir besoin d'une stratégie plus intégrée et plus globale. Les nouveaux processus comme celui de Puebla et la plus récente Conférence sud-américaine sur la migration, ont ajouté de nouveaux éléments au dialogue dans cette région du monde.

Pendant la Conférence sud-américaine sur les migrations qui s'est tenue en Argentine les 18 et 19 mai 2000, les dix pays parties à la Déclaration de Buenos Aires ont décidé de constituer un forum pour la consultation et la coordination des questions portant sur les migrations. Ce processus doit encore obtenir un soutien supplémentaire pour coordonner et mettre en place un mécanisme de consultation chargé d'aborder les questions spécifiques aux migrations qui présentent un intérêt régional.

Les migrations constituent toujours l'un des grands problèmes non résolus par les gouvernements de la région et sans aucun doute resteront au centre même du programme politique régional pour les années à venir. Face à ces enjeux, il faudra réconcilier les processus de développement, de modernisation et d'intégration économique avec une répartition plus équitable des retombées du développement, une augmentation des possibilités d'emploi et l'accès à des conditions de vie plus dignes pour toutes les couches de la société.

Pour concentrer l'action vers le but indiqué, il faudra que des efforts décisifs, persistants et coordonnés soient accomplis par les gouvernements, la société civile et la communauté internationale, dans le cadre d'une stratégie des migrations internationales plus rationnelle et plus prévisible, afin de contribuer valablement à la pérennité du développement.

Pour réussir cette entreprise difficile, il faudra aussi notamment approfondir le dialogue multilatéral entre les pays de la région. La coopération internationale et les organisations intéressées se doivent également de trouver les moyens de répondre aux exigences inhérentes à ces processus.

Amérique centrale

Projets régionaux

Systèmes d'information statistique sur les migrations en Amérique centrale (SIEMCA)



Le plan d'action de Puebla détermine la priorité de certaines activités visant à améliorer la gestion des migrations au niveau national et régional. La modernisation des moyens de gestion des migrations et des systèmes et des procédures de gestion de l'information constitue l'un des principaux domaines prioritaires. Ce projet a pour objectif de créer un système informatique en Amérique centrale, qui donnera aux autorités concernées par les migrations des moyens à long terme pour rassembler et analyser les informations. Il sera alors possible de suivre et de comprendre les caractéristiques et l'ampleur des mouvements de migration internationale se produisant dans la région. Ce projet triennal financé en partie a un budget de 1 684 848 dollars, dont 884 848 dollars restent à trouver. Le besoin de financement pour 2001 est évalué à 650 000 dollars.

Moyens de gestion des migrations en Amérique centrale: travaux de recherche appliquée



Ce projet de recherche appliquée de quatre mois vise à fournir aux gouvernements d'Amérique centrale les informations sur leurs moyens actuels de gestion des migrations. L'objectif principal sera d'évaluer les pratiques de gestion des migrations dans la région et de formuler des recommandations spécifiques visant à améliorer les conditions de la modernisation nécessaire. Cette information servira aux décideurs pour fixer les priorités dans des domaines comme l'élaboration de la politique générale, les procédures et les systèmes de gestion de l'information, la coordination interinstitutionnelle et l'amélioration des installations frontalières destinées aux migrants. Sur ce projet de 88 850 dollars, il faut encore trouver 46 940 dollars.

Programme radiophonique sur les femmes migrantes



Ce projet de quatre mois vise à accroître l'information des femmes migrantes se trouvant dans les pays d'accueil d'Amérique centrale. La radio est un moyen efficace pour atteindre ce groupe cible. Ce programme radiophonique aura une approche régionale et sera diffusé par les principales stations de tous les pays d'Amérique centrale. Il durera dix semaines (cinq jours par semaine) et chaque épisode durera environ 45 minutes. Le scénario et la production seront coordonnés avec "Voces Nuestras", une ONG qui s'est spécialisée dans les domaines de la communication. Le budget total s'élève à 35 000 dollars.

Costa Rica

Programme de développement social pour les migrants et les Costariciens à San Carlos (nord du Costa Rica)



Dans le nord du Costa Rica, la plupart des migrants éprouvent des difficultés à trouver un emploi et un logement appropriés. Nombre d'entre eux n'ont pas accès à l'éducation ni à des soins de santé valables. En coordination avec CARITAS, ce projet pilote de trois ans établira un programme de développement social pour des migrants (Nicaraguayens pour la plupart) et les Costariciens dans les zones urbaines et rurales de la zone Nord du Costa Rica. Environ 25 000 personnes sont intéressées par ce projet dont les composants sont notamment l'intégration sociale, l'enseignement traditionnel et non traditionnel pour les adultes et les enfants, le développement communautaire, l'aide et l'information en matière de droit. Le budget total de ce projet de trois ans est de 972 715 dollars, dont 482 750 sont nécessaires pour 2001.

Projet pilote sur l'enseignement des migrants au Costa-Rica: autres modèles



Au Costa Rica, la plupart des migrants sont des Nicaraguayens, qui n'ont eu pour la plupart qu'un accès limité à l'enseignement traditionnel. Ce projet fournira d'autres moyens aux migrants grâce à un enseignement traditionnel et non traditionnel à l'Université populaire du Nicaragua au Costa Rica. Les programmes scolaires seront conçus et mis en œuvre en vue d'offrir des moyens d'étudier et des horaires différents à une population d'étudiants adultes pour la plupart. Ce projet apportera un appui à la mise au point de nouveaux programmes conçus pour s'adapter aux divers besoins des étudiants adultes. Il comprendra notamment un programme éducatif qui associe un enseignement scolaire primaire à une formation technique destinées aux adultes, afin qu'ils puissent acquérir des compétences de base. La formation professionnelle offerte permettra d'accroître leurs chances d'entrer sur le marché du travail. Ce budget de trois ans s'élève à 480 000 dollars; pour 2001, il faudra 140 000 dollars.

Amélioration des conditions de vie et de l'intégration des immigrants au Costa Rica



Le Gouvernement costaricien a conçu ce programme pour améliorer les conditions de vie et pour faciliter l'insertion dans la société du pays de la population immigrante en situation d'exclusion. Le budget total est de 90,2 millions de dollars dont 52,4 millions sont fournis par le Gouvernement costaricien. Ce programme de 30 mois mettra en œuvre des projets de développement social et de création d'emplois dans 21 domaines fortement significatifs pour l'immigration. Ce programme comporte quatre éléments: 1) création d'emplois; 2) éducation; 3) santé et 4) logement. Le programme sera mis en œuvre par l'OIM en partenariat avec d'autres organisations internationales, des ONG locales et les

autorités locales. Le financement supplémentaire nécessaire par élément est le suivant: création d'emplois: 8 millions; éducation: 1 million; santé: 1,7 million; logement: 17,1 millions. Le budget total pour 2001 est de 16 millions de dollars.

Nicaragua

Prévention des MST/VIH/SIDA dans les populations mobiles au Nicaragua

MH

Ce projet fait partie d'une initiative régionale qui abordera le problème des MST et du sida dans les populations mobiles. Il se compose de trois phases: 1) diagnostic de la situation dans certaines régions recevant de forts courants migratoires afin de définir les actions nécessaires et les réseaux avec lesquels une coordination est requise; 2) mise en œuvre au niveau de la législation, de l'information, de la consolidation du secteur sanitaire s'agissant de la prévention/des soins, de la création et du renforcement de réseaux VIH/SIDA et de l'encouragement à l'utilisation de préservatifs; et 3) évaluation. Ce projet sera mis en œuvre avec une ONG nicaraguayenne spécialisée dans les travaux de recherche sur le VIH/SIDA. Un financement a déjà été obtenu pour une zone stratégique, mais le plan doit couvrir trois autres régions où les flux migratoires sont élevés. Le budget total du projet est de 350 000 dollars. Le budget nécessaire pour 2001 représente 175 000 dollars.

Centres frontaliers pour les migrants

TCM

En association avec l'ONG Caritas Nicaragua et le Bureau du procureur chargé des droits de l'homme, l'OIM Nicaragua est en train de créer un réseau de centres frontaliers qui apporteront une aide aux migrants nicaraguayens et extra-régionaux lorsqu'ils franchissent les frontières en provenance du Honduras et du Costa Rica. L'objectif de ce projet est d'apporter une aide à ces centres de sorte qu'ils puissent mieux faire respecter les droits de l'homme de ces migrants, tout en s'occupant de leurs besoins immédiats. Dans ce but, plusieurs séminaires seront organisés sur l'intégration des femmes et les problèmes entre génération, la santé, les droits de l'homme, la traite des êtres humains, l'environnement et le retour dans les foyers. L'OIM aura besoin de 50 000 dollars pour 2001.

Renforcement du Forum nicaraguayen pour les migrations

TCM

Ce projet vise à faciliter la création du Forum nicaraguayen pour les migrations (FONIMI) en vue d'examiner, et de partager les nouvelles stratégies et les points de vue concernant les questions relatives à la migration. Ce forum se composera des représentants des gouvernements, de la société civile, de la coopération internationale et de toute autre partie intéressée. L'OIM a proposé de commencer par créer un secrétariat technique dont le rôle sera d'assurer la fonctionnalité et la pérennité à long terme du forum. Il sera aussi utile pour une meilleure

coordination au niveau de la conception des projets et des propositions sur les questions migratoires dans un contexte national et régional, ainsi que pour organiser des groupes de travail. Le budget pour 2001 est de 55 000 dollars.

Besoins de financement	
Projets régionaux	731 940
SIEMCA	650 000
Moyen de gestion des migrations en Amérique centrale	46 940
Programme radiophonique sur les femmes migrantes	35 000
Costa Rica	16 622 750
Programme de développement social pour les migrants	482 750
Projet pilote sur l'enseignement des migrants au Costa Rica	140 000
Amélioration des conditions de vie et intégration des immigrants	16 000 000
Nicaragua	280 000
Prévention des MST/VIH/SIDA dans les populations mobiles	175 000
Centres frontaliers pour les migrants	50 000
Renforcement du Forum nicaraguayen pour les migrations	55 000
Total	17 634 690

Pays andins

Projet régional

Lutte contre les migrations irrégulières et la traite des êtres humains dans les pays de la Communauté andine: campagne d'information régionale

TCM

Ce projet tente de décourager les migrations irrégulières et de régler les flux migratoires dans la région andine pour les diriger vers des filières appropriées favorables aux migrants, à la fois dans les pays hôtes et dans les pays d'origine. Ce projet alertera les migrants éventuels sur les possibilités d'exploitation et de mauvais traitement dont ils pourraient être victimes s'ils arrivent en tant qu'étranger en situation irrégulière. Ce programme biennal comporte un budget total de 997 332 dollars. Le budget de 2001 s'élève à 499 000 dollars.

Pérou

Programme de prévention du VIH/SIDA



L'objectif principal de ce projet est de mettre au point et de renforcer les activités entreprises par le Gouvernement péruvien pour lutter contre le VIH/SIDA. Les résultats escomptés seront la diminution des cas de VIH/SIDA, la diminution ou l'élimination de la contamination mère/enfant et une meilleure qualité des soins pour les malades. Ce projet contribuera également à la mise en route d'activités visant à l'éducation sanitaire et au renforcement des moyens consacrés à une meilleure connaissance du VIH/SIDA et à la prévention, à l'intention des jeunes, des femmes et des populations marginalisées, ainsi que des migrants. Le projet biennal a un budget total d'environ 1,5 million de dollars. Le budget de 2001 s'élève à 653 000 dollars:

Aide au retour au Pérou



Le principal objectif de ce projet est d'apporter une aide aux migrants irréguliers à la suite de leur retour volontaire au Pérou. Cette aide comprend: la réception à l'arrivée à l'aéroport, le transfert vers le lieu d'origine ou le logement, si nécessaire, et un dépistage médical. Un autre objectif du programme est de donner une formation technique de trois mois au maximum pour faciliter la réinsertion dans la société des personnes qui reviennent dans leur pays, la priorité étant donnée aux femmes chefs de famille. Ce projet bénéficiera de l'appui des autorités gouvernementales, des ONG et de la société civile. Le budget total de ce projet de douze mois est de 227 600 dollars, et pour 2001 il faudra 113 800 dollars.

Besoins de financement	
Projet régional	
Lutter contre les migrations irrégulières et la traite des êtres humains	499 000
Pérou	766 800
Programme de prévention du VIH/SIDA	653 000
Aide au retour au Pérou	113 800
Total	1 265 800

Amérique du Sud

Région andine et australe

Droits de l'homme et migrants en Amérique du Sud



La Conférence sud-américaine sur les migrations internationales de mai 2000 en Argentine a eu pour

principal résultat de demander à l'OIM de créer un forum sur la migration, comprenant également les questions relatives aux droits de l'homme. Ce projet met au point un processus de recherche, d'analyse, de discussion et de diffusion des droits de l'homme des migrants dans les pays membres du MERCOSUR et de la Communauté andine. En outre, il met au point des outils de formation et des mécanismes de diffusion de l'information en vue de décourager les préjugés, la xénophobie et la discrimination à l'encontre de groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Le budget total du projet représente environ 1 400 000 dollars, dont 500 000 dollars sont nécessaires pour 2001.

Région australe

Programme de formation américain sur les migrations (ATPM)



Ce programme vise à contribuer à l'élaboration d'une approche intégrée concernant la formation dans le domaine des migrations sur le continent américain. Pour cela, tous les projets actuels de formation à l'échelle régionale seront rassemblés en un seul programme, et un élément supplémentaire sera ajouté pour mettre tous les pays de la région sur le même plan et renforcer ainsi leur participation et leur contribution au processus migratoire continental. Ce programme se compose de quatre éléments ou projets; le PRINPOST et le Cours interaméricain sur les migrations internationales fourniront l'appui nécessaire aux besoins de formation spécifique. Ce programme de quatre ans a un budget total de 3309 110 dollars et nécessitera environ 426 500 dollars de la communauté des donateurs pendant 2001.

Coopération technique en matière de migration pour les Amériques (CTMA)



Le programme CTMA a pour objectif de contribuer à une approche intégrée des migrations sur le continent américain au moyen d'un projet unique de coopération technique approfondi d'ampleur régionale. Ce programme se compose de deux sous-programmes: renforcement des capacités grâce au PLACMI; et information et recherche grâce au CIMAL. Dans l'ensemble, ce programme visera à améliorer la gestion des migrations et à obtenir des informations comparables qui seront utiles pour la prise de décision. Ce programme de quatre ans a un budget total de 2 096 895 dollars et aura besoin d'environ 462.130 dollars en 2001.

Deuxième conférence sud-américaine sur la migration



Pendant la Conférence sud-américaine sur la migration qui s'est tenue en Argentine les 18 et 19 mai 2000, les dix pays participants ont convenu de constituer un forum pour la consultation et la coordination des questions liées aux migrations dans les pays de la région. Ce projet de douze mois est divisé en deux phases. La première comprend l'élaboration du projet de plan d'action et l'organisation de la deuxième conférence régionale sur la

migration qui doit se tenir au Chili en 2001. La seconde phase comprend des dispositions pour la mise en œuvre des demandes de coopération technique découlant des recommandations de la conférence issues du projet de plan d'action. Le budget total du projet devant être exécuté en 2001 est de 230 000 dollars.

Argentine

Prévention des MST et du sida dans les populations migrantes, chez la mère, l'enfant et l'adolescent en situation de haut risque

MH

Ce projet vise à donner un soutien aux mères, aux enfants et aux adolescents migrants n'ayant pas, ou peu, accès aux réseaux de soins de santé traditionnels. La stratégie proposée consiste à donner à certaines personnalités de la communauté une formation de formateurs concernant les mesures préventives, et à créer un matériel pédagogique conçu spécialement pour ces communautés. Ce projet recherche l'amélioration des conditions des migrants, notamment les groupes cibles mentionnés ci-dessus. Ce projet sera mis en œuvre dans trois provinces d'Argentine où se trouve la concentration la plus élevée de communautés de migrants. Il s'agit des zones frontalières avec le Paraguay, le Brésil, la Bolivie, le Chili et la province de Buenos Aires. Ce projet biennal comporte un budget total d'environ 600 000 dollars, et nécessitera environ 268 000 dollars pendant 2001.

Information sur les migrations de main-d'œuvre

MI

Ce projet fournira aux employeurs et aux migrants éventuels des informations objectives sur les législations actuelles en matière de migration et de main-d'œuvre: conditions de travail, procédures, droits et obligations, et informations concernant les organismes appropriés. La formation des fonctionnaires s'occupant de la migration de la main-d'œuvre dans les zones frontalières est également envisagée. Ce projet d'une année a un budget total de 478.374 dollars et aura besoin d'environ 400.000 dollars pendant 2001.

Besoins de financement	
Projets régionaux	1 618 630
Droits de l'homme et migrants en Amérique du Sud	500 000
ATPM	426 500
CTMA	462 130
Deuxième conférence sud-américaine sur la migration	230 000
Argentine	668 000
Prévention des MST et du sida dans les populations migrantes	268 000
Information sur les migrations de la main-d'œuvre	400 000
Total	2 286 630

ASIE

En réponse à la crise humanitaire du Timor, l'OIM a travaillé au côté du HCR pour rapatrier les Timorais de l'Est réfugiés vers le Timor oriental. Ce retour des réfugiés, organisé par l'OIM de manière régulière, s'est effectué par avion, par bateau ou par camion. Les groupes de miliciens du Timor occidental ont de temps en temps perturbé ces activités de retour. Néanmoins, plus de 115 777 réfugiés avaient à fin du mois d'août 2000 regagné le Timor oriental avec l'aide de l'OIM.

Toutefois, ces activités de retour ont été brutalement interrompues en septembre lorsque trois travailleurs humanitaires internationaux ont été brutalement assassinés par les miliciens à Atambua, près de la frontière entre le Timor oriental et le Timor occidental. A la suite de cette tragédie, toutes les agences humanitaires y compris les ONG ont évacué du Timor occidental leur personnel international, ainsi qu'une partie du personnel local. La condition indispensable à la reprise des activités humanitaires dans le Timor occidental est le rétablissement de la sécurité par le Gouvernement indonésien. Entre temps, le Gouvernement indonésien a annoncé qu'il avait l'intention de fermer tous les camps de réfugiés du Timor occidental en renvoyant ceux qui le désiraient et en s'occupant de la réinstallation de ceux qui souhaitaient rester en Indonésie. Le Gouvernement a l'intention d'exécuter ce plan sur une période de trois à six mois à compter du mois de septembre, et a demandé à la communauté des donateurs et aux agences humanitaires de l'y aider.

Outre l'aide au retour apportée aux réfugiés, il reste de nombreuses questions post-confliktuelles qui doivent être résolues aussi bien au Timor oriental et qu'au Timor occidental. L'OIM a mis au point des projets d'aide post-confliktuelle comme la gestion des frontières, l'aide à la réinsertion des anciens soldats et le retour des Timorais qualifiés, de manière à faciliter le passage dès que possible d'une situation conflictuelle d'urgence vers un environnement normal.

La traite des êtres humains pose un grave problème à la région. L'OIM a encouragé le dialogue entre les gouvernements de la région sur la question de la migration clandestine et de la traite des êtres humains par l'intermédiaire du Processus de Manille et de la consultation Asie-Pacifique sur les réfugiés, les p.d.i. et les migrants (APC), de même que d'autres réunions s'intéressant plus particulièrement à la traite des êtres humains. Toutefois, étant donné la complexité sociopolitique de la région, aucune action concrète n'a encore été entreprise à la suite de ces dialogues. L'OIM a réagi en présentant quelques nouveaux projets comme des campagnes d'information et de renforcement des capacités, augmentant ainsi sa liste d'activités de lutte contre la traite des êtres humains dans la région.

Une autre question grave se pose dans cette région: la migration de la main-d'œuvre. Nombre de pays qui envoient de la main-d'œuvre à l'étranger sont de plus en plus préoccupés par les diverses formes de mauvais traitements dont sont victimes leurs travailleurs migrants à l'étranger, et par le fait qu'ils ne peuvent pas les protéger efficacement. En collaboration avec les gouvernements de la région, l'OIM s'efforce de protéger les migrants ainsi que de gérer les migrations de main-d'œuvre, et d'évaluer quelles sont les tendances futures dans ce domaine.

Comme l'économie de la région s'est remise de la crise et a commencé à se redresser, les migrations illicites de main-d'œuvre ont augmenté à nouveau. Si les gouvernements des pays d'origine et des pays d'accueil ne s'accordent pas pour gérer ces migrations de main-d'œuvre, une situation chaotique s'installera dans la région, tout à fait semblable à celle qui a sévi pendant la dernière récession.

Au début de 2001, le problème de sécurité existant actuellement au Timor oriental et occidental devrait, espère-t-on, être résolu et les activités concernant le retour des personnes avoir pris fin. Le travail essentiel et d'importance cruciale de l'OIM dans les deux parties du Timor consistera alors en une aide après les conflits. L'OIM continuera à suivre de près d'autres parties de l'Indonésie, où les conflits armés ont déjà provoqué le déplacement de nombreuses personnes, et elle est prête à répondre à toute demande d'aide de la part du Gouvernement.

Pour lutter contre les problèmes qui découlent de la migration irrégulière, y compris la traite des êtres humains et leur introduction clandestine, des mesures concrètes, réalistes et prises en collaboration sont absolument nécessaires. L'OIM continuera à appliquer la Déclaration de Bangkok en apportant une aide non seulement aux efforts régionaux, mais également à ceux de chaque gouvernement dans le but de mieux gérer les migrations.

Asie centrale

Dans cette région, les programmes de l'OIM ont été, et continueront à être, inspirés par le programme d'action du Suivi de la Conférence de Genève de 1996 sur les problèmes de réfugiés, de personnes déplacées, de migration et d'asile, et notamment par le Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations, et seront complétés par d'autres activités de lutte contre la traite. Tout en ayant des aspects spécifiques selon les pays, tous les programmes CBMMP impliquent une approche pluri-ministérielle pour aborder les améliorations nécessaires au niveau de la législation, des procédures, des technologies et de tout autre élément de la gestion des migrations. Au cours de ces deux dernières années, une grande partie des CBMMP ont évolué pour porter principalement sur les projets frontaliers communs, rassemblant les ressources et les données de deux pays de manière à les utiliser plus efficacement. En outre, chaque CBMMP est axé de plus en plus sur le renforcement de la capacité des gouvernements à fournir une formation adéquate au personnel travaillant dans le domaine des migrations.

Cette méthodologie CBMMP a également accéléré la formation de synergies plus importantes entre deux secteurs de services de l'OIM – la coopération technique en matière de migration et la lutte contre la traite des êtres humains. Les activités de lutte contre la traite dans la région, allant bien au-delà des campagnes d'information et des travaux de recherche, sont axées de plus en plus sur le renforcement de la capacité des gouvernements, et aussi des ONG, à pouvoir confronter ce problème. Ces nouvelles activités – y compris les efforts visant à réviser la législation pénale et à former le personnel chargé de l'application de la loi – profitent du travail de base qui a été réalisé dans le CBMMP et servent d'activités complémentaires très utiles.

D'autres activités de l'OIM en Europe orientale et en Asie centrale comprennent des projets visant à aider les ONG du secteur de la migration et à apporter une aide ciblée aux groupes à risque, au moyen de la création de microentreprises et d'activités de réinsertion.

Kazakhstan

Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP)

TCM

Ce programme pluriannuel vise à améliorer la gestion des migrations au Kazakhstan, en fournissant des connaissances techniques en matière de législation sur les migrations en rapport avec les questions de droits de l'homme (par exemple la liberté de circulation au sein d'un pays) et la gestion des migrations. Ce projet prévoit également de fournir des connaissances spécialisées et autre assistance technique pour améliorer les mesures de contrôle frontalier.

Les principaux partenaires de l'OIM sont le Groupe de travail interministériel pour l'élaboration et l'exécution d'une politique en matière de migration créé en 2000, les comités concernés des deux chambres du Parlement, l'Agence pour la migration et la démographie, les Gardes-frontières, la Police des migrations ainsi que le Ministère des affaires étrangères. Le budget estimé des activités du CBMMP en 2001 est de 425 000 dollars, mais étant donné les contributions versées pendant le second semestre de 2000, des fonds supplémentaires sont nécessaires à hauteur d'environ 200 000 dollars.

Programme de lutte contre la traite des êtres humains

CT

L'OIM collaborera avec des partenaires pour mettre au point une stratégie globale dans le but de lutter contre la traite des êtres humains au moyen: des travaux de recherche approfondie sur la question de la traite; d'une augmentation de la prise de conscience de ce phénomène par la population et en particulier par les victimes potentielles; du renforcement des capacités du Gouvernement et des ONG pour prévenir la traite et aider les victimes des trafiquants; d'un appui pour formuler une législation anti-traite des êtres humains. Le financement estimé nécessaire pour ce programme en 2001 est de 160 000 dollars.

Réinsertion des Kazakhs rapatriés

TCM

Les 181 000 Kazakhs ethniques qui sont revenus après l'indépendance – la plupart de Mongolie, d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan – sont en grande partie pauvres et marginalisés, sans avoir le statut de citoyen. L'OIM a financé des améliorations d'infrastructure dans un nouveau site de réinstallation pour 1200 personnes revenant d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan. Ces personnes avaient vécu dans des conditions extrêmement dures dans un camp militaire abandonné à l'extérieur de la ville de Saryagash dans le Sud du Kazakhstan. L'OIM a également apportée une aide aux ONG s'occupant des retours pour organiser des formations pour ces personnes et leur faciliter la procédure longue et difficile nécessaire pour obtenir la citoyenneté. En 2001, l'OIM prévoit d'autres projets de lutte contre la pauvreté destinés à ces personnes, notamment dans les régions rurales, en coordination avec un plan d'action de la Banque asiatique de développement (BASD) et du PNUD contre la pauvreté au Kazakhstan. L'OIM continuera également à aider les ONG qui s'occupent des retours en ce qui concerne la formation ou la citoyenneté. Le financement nécessaire à l'OIM pour sa participation à ces activités est de 200 000 dollars.

Projet pilote sur la tuberculose et le VIH dans la communauté des rapatriés

MH

Les objectifs de ce projet pilote de trois mois sont 1) faire mieux connaître la tuberculose et le VIH dans la population marginalisée des rapatriés ethniques kazakhs habitant le district de Talgar de la province d'Almaty (environ 2500 personnes); 2) réduire la propagation de la

tuberculose par la détection des cas, et garantir l'accès à un traitement gratuit conformément aux normes de l'OMS; 3) aider le Gouvernement à identifier les problèmes sanitaires des groupes migrants et à lutter contre la tuberculose qui est devenue une épidémie au Kazakhstan et 4) utiliser la base de données élaborée et les connaissances techniques acquises en vue de servir de modèle pour d'autres projets similaires au Kazakhstan. Le Centre national de tuberculose et l'hôpital de Talgar pour tuberculeux sont les principaux partenaires de ce projet, dont les résultats seront partagés avec d'autres acteurs du secteur santé (Banque mondiale, OMS, ONUSIDA, MSF). Un besoin de financement d'environ 16 000 dollars est nécessaire pour lancer ce projet pilote.

République kirghize

Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP)



L'OIM continuera à travailler avec des équipes interministérielles au sein du Gouvernement kirghize sur un nombre de domaines variés. En 2000, les principales réalisations portaient sur la promulgation d'une loi détaillée sur les migrations et la mise au point d'un système pilote de données, intitulé Système d'information interinstitutions sur les migrations. La phase suivante comportera la mise sur pied d'un programme détaillé de formation et de recyclage, l'extension et la mise en œuvre du Système d'information interinstitutions sur les migrations, et une aide pour l'amélioration de la gestion aux frontières. En 1999 et 2000, des rebelles et des migrants illégaux ont fait des incursions en République kirghize par la frontière avec le Tadjikistan, menaçant la stabilité et la paix de la région et mettant en lumière l'absence de gestion des frontières. Les gouvernements de ces deux pays ont demandé l'aide de l'OIM pour mettre sur pied un projet de gestion en commun des frontières. Ce projet suivra le modèle de projets de gestion des frontières semblables élaborés par l'OIM et envisage l'utilisation partagée entre les deux pays des ressources humaines, informatiques et de communications. Ces activités combinées de CBMMP auront besoin d'environ 665 000 dollars en 2001.

CBMMP: Renforcement du centre de gestion des migrations de Bichkek



Les pays d'Asie centrale sont confrontés à de nombreux problèmes ardues à propos des migrations, des réfugiés et de la gestion des frontières. Le centre de gestion des migrations de Bichkek (BMMC) a été établi pour servir de forum et fournir des services en vue d'aider les gouvernements et les ONG notamment à aborder ces questions. L'OIM travaille en partenariat avec le HCR pour aider le BMMC et faire en sorte qu'il atteigne son potentiel en tant que centre de services fournissant une formation, des recherches et des informations sur une base nationale et régionale aux parties prenantes en matière de migration et de réfugiés. Les gouvernements de la région considèrent de plus en plus que le BMMC est

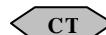
un outil de collaboration utile, et ont proposé d'en changer le nom pour mieux refléter la nature régionale de ce centre (une décision officielle sur ce changement de nom devrait être prise à la fin de 2000). Ce programme biennal de renforcement des capacités a un budget total de 275 000 dollars, dont 150 000 seront nécessaires pour 2001.

Programme de développement des ONG du secteur des migrations (MSDP)



La première phase de ce programme a élaboré un cadre stratégique capable de coordonner les efforts des acteurs multiples de ce secteur pour gérer les situations d'urgence en matière de migration. Ce cadre est maintenant prêt à être mis en œuvre. Pour y parvenir, une formation, un programme de subvention et un réseau permanent d'information d'urgence sont prévus. En partenariat avec le PNUD, le HCR et d'autres parties intéressées, ce projet aidera les ONG locales à répondre aux situations d'urgence en tant que partenaires des gouvernements et de la communauté internationale. Ce programme biennal de renforcement des capacités a un budget total de 200 000 dollars, dont 100 000 sont nécessaires pour 2001.

Programme de lutte contre la traite des êtres humains



L'OIM et l'OSCE ont entrepris ensemble des recherches sur la question de la traite des femmes et des enfants dans la République kirghize. Cette recherche a été suivie d'une série d'ateliers organisés conjointement avec l'ONUSIDA pour toutes les parties prenantes afin d'élaborer un plan de développement sectoriel permettant de lutter contre ce trafic en 2001. Cette méthode devrait amener une large variété de parties intéressées à participer à l'information du public, aux modifications de la législation, aux révisions des procédures appliquées au contrôle des frontières, à une aide directe aux victimes de la traite, à des conseils prodigués aux victimes potentielles et réelles, ainsi qu'à d'autres initiatives. En étroite coordination avec les institutions spécialisées des Nations Unies, l'OIM sera responsable de la coordination du programme, qui nécessitera environ 120 000 dollars en 2001.

Tadjikistan

Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP)



L'OIM vise à jeter des bases solides pour un système de gestion des migrations grâce à la mise sur pied de structures appropriées dans le domaine politique, législatif et administratif. Le principal instrument de cette activité sera le projet de frontière commune entre la République kirghize et le Tadjikistan, décrit ci-dessus dans le cadre du programme d'assistance technique relatif à la République kirghize. Le financement nécessaire pour lancer ces activités en 2001 est de 413 000 dollars.

Programme de lutte contre la traite des êtres humains

CT

Prenant comme point de départ des travaux de recherche sur la traite des êtres humains menés en collaboration avec l'OSCE et d'autres partenaires, l'objectif principal de ce programme sera une série de campagnes d'information destinées à des groupes à risque identifiés, à des fonctionnaires de l'application de la loi et à des parlementaires afin de diminuer la vulnérabilité des victimes potentielles et de favoriser l'élaboration de lois et l'application de sanctions contre les trafiquants. L'expertise de l'OIM et l'expérience acquise ailleurs dans la région faciliteront l'élaboration et l'exécution de ce programme. Ce projet de neuf mois sera mis en œuvre à partir du printemps 2001 et nécessitera environ 100 000 dollars.

La microentreprise pour faciliter la réinsertion des anciens combattants

CAP

TCM

Ce projet contribuera au processus de réconciliation postérieure au conflit et à la stabilité d'ensemble du pays en aidant le Gouvernement tadjik à réintégrer de manière harmonieuse et opportune les anciens combattants dans la vie civile. En collaboration avec le BIT et les autorités locales, l'OIM décrira le profil des intéressés et organisera la formation dans le domaine de la gestion des petites entreprises. En étroite collaboration avec des groupes consultatifs d'experts de la communauté, des prêts et des services consultatifs commerciaux seront fournis à des anciens combattants sélectionnés. L'objectif est de susciter la motivation et l'engagement des anciens combattants de sorte qu'ils ne retombent pas dans des activités armées illicites à un moment critique de leur vie. Ce projet nécessitera un besoin de financement de 235 542 dollars en 2001.

Turkménistan

Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP)

TCM

Les efforts déployés initialement pour instaurer un dialogue sur la politique en matière de migration a conduit à la formation d'un groupe de travail interministériel qui a achevé la rédaction d'un projet de loi sur les migrations actuellement l'objet d'un processus d'examen et de consultation approfondi, notamment au moyen d'une série d'ateliers régionaux prévus pour la fin de 2000. D'autres travaux sur ces initiatives sont envisagés en 2001, comme par exemple ceux qui concernent les gardes-frontières et autres organismes dans le cadre d'un projet pilote de gestion des frontières suivant d'autres modèles de l'OIM qui ont fait leurs preuves. En outre, des travaux seront entrepris avec l'institut statistique national à propos des questions de collecte des données relatives aux migrations. Le besoin de financement prévu pour ce travail en 2001 est de 150 000 dollars.

Besoins de financement

Kazakhstan	576 000
CBMMP	200 000
Programme de lutte contre la traite des êtres humains	160 000
Réinsertion des rapatriés kazakhs	200 000
Projet pilote sur la tuberculose et le VIH dans la communauté des rapatriés	16 000
République kirghize	1 035 000
CBMMP	665 000
BMMC	150 000
MSDP	100 000
Lutte contre la traite des êtres humains	120 000
Tadjikistan	748 542
CBMMP	413 000
Lutte contre la traite des êtres humains	100 000
La microentreprise	235 542
Turkménistan	
CBMMP	150 000
Total	2 509 542

Asie du Sud-Est et du Sud

Afghanistan

Retour et réinsertion des Afghans qualifiés

CAP

AR

Le manque de ressources humaines qualifiées est un obstacle majeur au bon déroulement des efforts de reconstruction en Afghanistan. A la suite de la mise en œuvre réussie de la première phase du projet Retour et réinsertion des ressortissants afghans qualifiés dans les secteurs de la santé et de l'éducation (RQAfgN), la seconde phase facilitera davantage encore le retour des Afghans compétents et qualifiés dans différents secteurs liés aux activités de reconstruction et de développement. En coopération avec l'Office du coordinateur des Nations Unies pour l'Afghanistan et des ONG, une étude rapide sera menée comme partie intégrante de ce projet pour identifier les Afghans qualifiés et compétents en dehors des secteurs de la santé et de l'éducation. Le budget total de ce projet de 18 mois est de 250 000 dollars, et 200 000 dollars sont nécessaires en 2001.

Retour, réinsertion et renforcement des capacités des ONG afghanes

CAP

AR

Pendant le conflit prolongé qui a régné en Afghanistan, de nombreuses ONG afghanes se sont établies au Pakistan. Plusieurs d'entre elles sont devenues des partenaires de mise en œuvre de la communauté d'aide internationale à la fois au Pakistan et en Afghanistan. Toutefois, l'emplacement physique du siège de ces ONG au Pakistan a créé une distance par rapport aux bénéficiaires se trouvant en Afghanistan. Le présent projet vise à renforcer la capacité des ONG afghanes à exécuter des projets en leur fournissant une formation et en les aidant à se réinstaller en Afghanistan. Dans le cadre de ce projet, cinq ONG, leur personnel et leurs personnes à charge seront les bénéficiaires directs d'une aide pour la réinstallation, ainsi que pour l'acquisition d'une formation. Les ONG seront choisies en coopération avec les organismes de coordination des ONG. Le budget total de ce projet de 18 mois est de 235 000 dollars et environ 157 000 dollars seront nécessaires en 2001.

Système d'information et d'orientation pour le retour des rapatriés afghans (IRRS)

CAP

AR

Pour que le rapatriement volontaire se poursuive, il est nécessaire de trouver une solution au problème de la pérennité de la réinsertion des rapatriés. L'OIM a mis au point un Système d'information et d'orientation pour le retour des rapatriés (IRRS) afin de leur permettre de participer au développement de la communauté, en établissant une sorte de liste des besoins et des compétences des rapatriés et en la rapprochant des opportunités et des ressources disponibles. A la suite de la mise en œuvre réussie du premier système de cette nature à Kaboul, l'OIM élargira le projet à trois autres endroits: la région rurale de Herat, la ville de Herat et la région et la ville de Kandahar. Ce système sera appliqué par l'intermédiaire des shuras (conseils de village) dans les zones rurales et par les forums communautaires dans les régions urbaines, en coordination avec les bureaux régionaux de coordination des Nations Unies. Le budget total de ce projet d'une année est de 685 000 dollars.

Iran

Formation professionnelle pour les réfugiés afghans

CAP

AR

Ce projet pilote vise à faciliter la reprise en main par les réfugiés afghans du contrôle de leur destinée lorsqu'ils reviennent dans leur pays. Ce projet développera l'autonomie des réfugiés au moyen d'une formation professionnelle semi-spécialisée, comme la menuiserie et le métier de tailleur. En 2001, 1 000 hommes et femmes bénéficieront de ce projet. Le besoin de financement est de 172 000 dollars.

Construction d'abris dans le camp de Torbat-e-jam

CAP

TCM

Dans le cadre du Mémorandum d'accord, signé entre l'OIM et le Gouvernement iranien en septembre 1999, l'OIM propose un projet pour améliorer les abris du camp de Torbat-e-jam situé à 200 kilomètres au sud-ouest de la province de Mashad Khorasan. Le camp de Torbat-e-jam fournit actuellement un abri pour 8 000 réfugiés afghans. Le Gouvernement prévoit d'utiliser ce camp comme centre de transit pour les Afghans qui quittent le pays. Ce projet sera exécuté conjointement par l'OIM, des ONG et le Ministère de l'intérieur/Bureau des étrangers et des affaires des immigrants étrangers. Environ 220 000 dollars sont nécessaires pour construire 100 abris en 2001.

Bangladesh

Retour et réinsertion des femmes et des enfants victimes de la traite en Asie du Sud

CT

Ce projet contrôlera un programme de retour et d'intégration ciblé afin d'obtenir une information fiable qui servira de base à l'élaboration de stratégies préventives pour lutter contre la traite des femmes et des enfants. Le groupe ciblé par le projet comprend des femmes et des enfants bangladais et népalais victimes de la traite en Inde et au Pakistan. Ce projet vise à aider environ 60 jeunes femmes et enfants à rentrer dans leur pays d'origine et vers une destination de leur choix, et à leur donner la possibilité de mener une vie économique et sociale normale. L'OIM travaille en étroite collaboration avec le Ministère de la femme et de l'enfant, le Bureau de la jeunesse, et le système de prévention sociale au Bangladesh, le Ministère des affaires sociales et des affaires étrangères au Népal et en Inde, et des ONG des quatre pays. Ce projet est conçu dans le cadre général du projet de convention SAARC qui propose des mesures comme la création d'une commission régionale spéciale, la formulation des méthodes de réadaptation et de rapatriement et des mécanismes d'extradition. Le besoin de financement de ce projet est en 2001 de 140 000 dollars.

Campagne d'information du public pour la prévention de la traite des femmes et des enfants au Bangladesh

MI

Ce projet vise à faire mieux comprendre les réalités de la migration par les victimes potentielles de la traite et par leur famille, afin d'essayer de décourager et de prévenir ce phénomène. Ce projet mettra en place une campagne d'information destinée à atteindre le groupe cible et à avertir des risques et des conséquences de la migration clandestine, et plus spécialement de la traite. Ces activités comprennent la circulation de l'information, y compris l'utilisation des médias et une sensibilisation des membres de la communauté, ainsi qu'un renforcement des capacités du groupe cible directement intéressé pour qu'il trouve des éducateurs et des agents d'exécution en son sein. La formation des fonctionnaires du Gouvernement, des ONG, des journalistes et des éducateurs est

également un élément important qui permettra d'atteindre les objectifs du projet. Pour augmenter l'impact de la campagne d'information, il sera nécessaire de disposer d'alternatives viables pour faire mieux comprendre les réalités. Des stratégies pratiques visant à augmenter les possibilités d'emplois permettront d'offrir une formation professionnelle aux femmes susceptibles de devenir des migrants. Le besoin de financement de ce projet en 2001 est de 400 000 dollars.

Besoins de financement	
Afghanistan	1 042 000
Retour et réinsertion des Afghans qualifiés	200 000
Retour, réinsertion et renforcement des capacités des ONG afghanes	157 000
IRRS	685 000
Iran	392 000
Formation professionnelle pour les réfugiés afghans	172 000
Construction d'abris dans le camp de Torbat-e-jam	220 000
Bangladesh	540 000
Retour et réinsertion des femmes et des enfants victimes de la traite en Asie du Sud	140 000
Campagne d'information pour la prévention de la traite des femmes et des enfants au Bangladesh	400 000
Total	1 974 000

Asie de l'Est et du Sud-Est

Cambodge

Gestion des migrations renforcée pour le Cambodge



La mise en place de ce projet a fourni une méthode globale en vue d'instaurer un régime de gestion des migrations efficace. Le projet se compose de quatre éléments: 1) droit et révision de la politique générale; 2) mise au point et application de procédures opérationnelles améliorées dans le domaine des migrations, notamment la formation du personnel du Ministère de l'immigration; 3) modernisation de la structure administrative relative aux migrations afin de mieux répondre aux défis de la gestion des migrations que devra relever le Cambodge; et 4) participation active aux réunions internationales et régionales. Ce programme biennal a un budget total de

1,3 million de dollars, dont 600 000 sont nécessaires pour 2001.

Chine

Recherche: colloque d'experts sur les migrations internationales en provenance de Chine

Ce colloque rassemblera des chercheurs et des hommes de terrains provenant de la Chine et de l'étranger pour voir comment élargir la coopération dans le domaine de la recherche sur les migrations, et pour examiner un éventuel programme conjoint de recherche appliquée sur les migrations reliant des institutions chinoises et occidentales. Ce colloque est prévu pour le milieu de 2001 à Pékin. Il sera organisé par l'OIM en collaboration avec l'Institut d'études chinoises de l'Université d'Oxford, et l'Académie des sciences sociales de Pékin. Le budget total de ce projet est de 50 000 dollars, dont 10 000 seront fournis par le Conseil britannique de la recherche et de sciences économiques et sociales). Le besoin de financement s'élève à 40 000 dollars.

Philippines

Projet de prévention du VIH/SIDA pour les travailleurs migrants philippins



Ce projet vise à apporter une contribution à la prévention de l'infection due au VIH/SIDA en informant les travailleurs migrants philippins, en particulier les femmes et les marins. Ce projet élaboré en partenariat avec CARAM-Philippines, sensibilisera mieux ceux qui sont chargés des séminaires d'orientation précédant le départ ou l'emploi, qui à leur tour pourront incorporer cette information liée au VIH et au sida dans leurs programmes d'orientation pour les travailleurs migrants étrangers. A ce sujet, des travaux de recherche sur les migrations et le VIH/SIDA, portant tout spécialement sur les travailleuses migrantes philippines et les Philippines migrants employés sur des navires, seront suivis d'une diffusion des informations et de l'élaboration de publications. Des sessions d'orientation et des ateliers de formation seront également organisés en vue d'informer trente organisateurs de séminaires d'orientation préalables au départ et à l'emploi. La durée de ce projet est de 18 mois pour un budget total de 343 000 dollars, dont 240 000 sont nécessaires pour les activités de programme en 2001.

Projet de rationalisation de l'information sur la traite aux Philippines (TIMP)



Depuis 1997, l'OIM a effectué avec succès une série de programmes d'information destinés aux migrants clandestins et aux victimes de la traite potentiels. Ce programme met à profit l'expérience passée de l'OIM et vise à soutenir les initiatives du Gouvernement philippin dans le domaine de la prévention de la traite des êtres humains, et à accroître la prise de conscience générale par la population philippine des dommages causés par la traite à la société et à la sécurité des victimes. Pour y parvenir, les informations seront diffusées par cinq

moyens principaux: *Pilot, Hotline, Inserts, Provincial and Radio*. Le besoin de financement de ce programme est de 1 154 000 dollars en tout, dont 853 779 sont nécessaires pour 2001.

Cours sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, destiné aux agents de la force publique philippins

TCM

Ce projet vise à faire mieux comprendre les questions de migration clandestine et de traite des êtres humains, notamment des femmes et des enfants, par les agents de la force publique philippins. Dans ce but l'OIM organise en collaboration avec le Centre philippin de lutte contre la criminalité transnationale et la police nationale des activités visant à mettre au point des matériaux de formation et à renforcer les capacités et les compétences. A la fin du projet biennal, des matériaux pédagogiques complets auront été produits et 25 ateliers auront rassemblé 1 260 agents de la force publique provenant de la région de la capitale, et des régions de Luzon, Visayas et Mindanao. L'un des résultats essentiels sera l'élaboration d'un projet de normes philippines pour l'intervention des services de police dans le domaine de la traite des êtres humains, une attention toute spéciale étant accordée aux femmes et aux enfants. Ce projet a un budget total de 400 000 dollars et le financement nécessaire pour 2001 représente 200 000 dollars.

Thaïlande

Campagne d'information contre les migrations irrégulières et la traite des êtres humains en provenance de Thaïlande

MI

Sur la base de travaux de recherche effectués sur le profil des migrants éventuels, l'OIM a entrepris une campagne d'information contre les migrations irrégulières en Thaïlande d'octobre à mars 2000. L'objectif de cette campagne a été de permettre aux migrants éventuels de prendre une décision en connaissance de cause à propos de la migration, de les encourager à rechercher des possibilités de migration licites et de les mettre en garde contre les pièges de la migration irrégulière. Les résultats de cette campagne ont montré que les questions migratoires étaient de mieux en mieux connues et que l'on savait mieux où chercher de l'aide. Toutefois ces résultats ont également montré que le message de la campagne avait besoin d'être renforcé par des spots télévisés d'accès facile transmis au moment de plus haute écoute, et qu'il était nécessaire de mettre au point une assistance téléphonique gratuite pour faciliter la diffusion de l'information et obtenir des informations en retour en vue d'évaluation ultérieure. Cette campagne d'information d'une année sera entreprise en 2001 et exigera un besoin de financement d'environ 500 000 dollars.

Besoins de financement	
Cambodge	
Gestion des migrations renforcée pour le Cambodge	600 000
Chine	
Recherche: colloque d'experts sur les migrations internationales en provenance de Chine	40 000
Philippines	1 293 779
Projet de prévention du VIH/SIDA pour les travailleurs migrants philippins	240 000
TIMP	853 779
Cours sur la traite des êtres humains destiné aux agents de la force publique philippins	200 000
Thaïlande	
Campagne d'information contre les migrations irrégulières et la traite des êtres humains en provenance de Thaïlande	500 000
Total	2 433 779

EUROPE

En Europe, les problèmes posés par la migration ont créé des préoccupations communes à la plupart des pays de la région, comme les migrations irrégulières, et d'autres questions plus spécifiques à certains pays, comme le besoin d'une assistance technique pour le renforcement des capacités de gestion des migrations, ou la nécessité de conserver l'équilibre entre les exigences du marché de la main d'œuvre, notamment en ce qui concerne les travailleurs qualifiés, et les avantages et les inconvénients que cela représente pour les pays d'origine.

Les nombreux aspects des migrations irrégulières exigent des méthodologies différentes. Les personnes qui risquent de quitter leur pays d'origine sans avoir une connaissance réaliste des conditions en vigueur dans les pays de destination ont besoin de recevoir une information crédible. Ceci est particulièrement le cas pour les migrants irréguliers éventuels vulnérables - les femmes et les enfants. La lutte contre la traite des êtres humains commence par une information précise sur les dangers rencontrés si des moyens de migrations irréguliers seront utilisés ou si l'on tombe dans les mains de trafiquants.

Un autre domaine qui exige une attention continue est le retour des migrants, que ce soit après un conflit ou une migration irrégulière. Le retour, bien organisé et entouré des mesures nécessaires pour faciliter la réinsertion dans le pays d'origine, peut fournir une réponse durable à la migration irrégulière. Une insertion réussie constitue l'élément essentiel d'une prévention contre une nouvelle migration et peut contribuer à stabiliser la situation.

En Europe, les capacités des pays à faire face aux migrations régulières ou irrégulières varient considérablement. Certains doivent, étant donné leur adhésion prévue à l'Union européenne, arriver à des normes de législation sur les migrations et à une formation du personnel qui soit comparable à ceux des autres pays de l'Union européenne. D'autres Etats, en particulier dans les Balkans et dans l'ex-Union soviétique, ont besoin d'une aide. La continuation du processus de la Conférence de la CEI, offre un cadre, des enjeux et des possibilités à ce sujet, de même que le pacte de stabilité des Balkans.

Une programmation efficace des activités concernant les migrations exige une bonne connaissance des réalités migratoires. Des travaux de recherche appliquée ont contribué au cours des années à faire mieux comprendre les causes et les conséquences de la migration en Europe et ailleurs. Les résultats de ces travaux sont très utiles ensuite à l'OIM lors de la conception des programmes et des projets.

Etats baltes

Projet régional

Prévention de la traite des femmes dans les Etats baltes



Cette initiative apporte une contribution aux efforts internationaux qui visent ensemble à lutter contre la traite des femmes. Le but de ce projet est d'accroître la prise de conscience, par les autorités appropriées et les ONG des Etats baltes, des problèmes nouveaux que pose la traite des femmes, ainsi que de décourager et de prévenir toute activité de traite future, notamment à partir des Etats baltes vers les pays de l'Union européenne. Pour parvenir à ces objectifs, des projets de recherche nationaux seront entrepris afin de faire un état de la situation de la traite des femmes dans les Etats baltes. Ce projet vise également à créer un réseau entre responsables gouvernementaux des pays baltes et de certains pays membres de l'UE avec le personnel consulaire étranger et local et les ONG, afin de faire mieux connaître le problème, de renforcer les capacités institutionnelles et d'encourager la pérennité des activités du projet. La mise en œuvre de ce projet aura pour autre avantage de réduire l'activité criminelle transfrontalière et d'accroître la sécurité dans la région. Ce projet de douze mois comporte un budget total de 498 470 dollars. Pour 2000, le besoin de financement s'élève à 418 470 dollars.

Estonie

Intégration des étrangers par la formation professionnelle des jeunes et des chômeurs dans le Comté de Ida-Virumaa



Ce projet donnera à 200 jeunes chômeurs non ressortissants estoniens résidant dans le Comté de Ida-Virumaa de l'Estonie des possibilités de formation professionnelle pendant quatre mois dans les domaines suivants: mécanique automobile, menuiserie, compétences informatiques et comptabilité, secrétariat (tenue de fichiers), services hôteliers, vente, couture, construction (travaux intérieurs et extérieurs) et assainissement. Ce programme fournira aux participants des outils et une formation pratique professionnelle dans les entreprises locales. Cette formation facilitera l'accès au marché du travail et l'insertion dans une société estonienne démocratique et pluraliste, tout en contribuant au développement intégral de la région du nord-est. Pendant les cours, il sera également possible d'apprendre l'estonien. Ce projet de 10 mois a un budget total de 356 000 dollars. Le besoin de financement pour 2001 est de 156 000 dollars.

Lituanie

Intégration grâce à la formation et à l'emploi: communauté d'immigrants de Visaginas, République de Lituanie



Ce projet pilote contribuera aux efforts accomplis par le Gouvernement lituanien et la communauté internationale en vue de faciliter le processus d'intégration des populations qui ne sont pas d'origine lituanienne dans une société lituanienne pluraliste et multiculturelle. Ce projet abordera des problèmes sociaux causés par les migrations passées vers la Lituanie qui sont liées à la désintégration de l'ex-Union soviétique. Il cherchera également à prévenir les migrations futures des personnes hautement qualifiées actuellement employées dans le bureau 1 de la centrale nucléaire d'Ignalina qui doit fermer d'ici la fin de 2004. Ces objectifs seront atteints grâce à des cours de langue, à une formation concernant les systèmes juridiques et sociaux lituaniens et par des ateliers conjoints sur des thèmes historiques, culturels et traditionnels, ainsi que grâce à des cours de formation professionnelle spéciaux et à une aide apportée pour le développement des petites entreprises. En outre, les étudiants qui sont diplômés des écoles secondaires russes pourront bénéficier de ces services. La majorité des activités s'orientera sur les femmes. Un petit nombre de familles immigrantes sera aidé à un rapatriement volontaire si les conditions sont favorables dans leur pays d'origine. Ce projet de douze mois comporte un budget total de 528 794 dollars. Le besoin de financement pour 2001 est de 396 639 dollars.

Besoins de financement	
Projet régional	
Prévention de la traite des femmes dans les Etats baltes	418,470
Estonie	
Intégration des étrangers par la formation professionnelle	156,000
Lituanie	
Intégration grâce à la formation et à l'emploi	396,639
Total	971,109

Europe orientale

La programmation de l'OIM dans cette région a principalement été, et continuera à être, fondée sur le programme d'action du Suivi de la Conférence de Genève de 1996 sur les problèmes de réfugiés, de personnes déplacées, de migration et d'asile, lui-même centré sur le Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP), auxquels il faut ajouter des activités de lutte contre la traite des êtres

humains. Tout en ayant des particularités selon les divers pays, tous les CBMMP impliquent une méthode pluriministérielle pour aborder les améliorations nécessaires dans le domaine juridique, des procédures, des technologies et des autres éléments liés à la gestion des migrations. Au cours de ces deux dernières années, nombre de ces CBMMP se sont orientés vers des projets frontaliers communs, qui réunissent de manière plus efficace les ressources et les données des deux pays concernés. En outre, accroître la capacité des gouvernements à fournir une formation adéquate au personnel chargé des migrations est un objectif de plus en plus fréquent de chaque CBMMP.

La méthode CBMMP a également accéléré les synergies entre deux secteurs de services de l'OIM – Coopération technique en matière de migration et Lutte contre la traite des êtres humains. Dans cette région, les activités concernant la lutte contre la traite des êtres humains dépassent maintenant régulièrement le stade des recherches et des campagnes d'information, pour porter principalement sur le renforcement des capacités des gouvernements comme des ONG pour qu'ils puissent s'engager dans cette lutte. Ces nouvelles activités – notamment les efforts visant à la révision des codes pénaux et à la formation des agents de la force publique – bénéficieront du travail de base que constitue le CBMMP et serviront d'activités complémentaires très utiles.

D'autres activités de l'OIM en Europe orientale et en Asie centrale comprennent des projets visant à aider les ONG du secteur des migrations et à fournir une aide ciblée à des groupes à risque, au moyen du développement des microentreprises et des activités de réinsertion.

Projets régionaux (Europe orientale et Asie centrale)

Suivi de la Conférence de Genève de 1996 sur les problèmes de réfugiés, de personnes déplacées, de migration et d'asile



Les recommandations de la Cinquième réunion du groupe directeur prévoient dans le cadre du Suivi de la Conférence de Genève de 1996 sur les problèmes de réfugiés, de personnes déplacées, de migration et d'asile, la création de groupes de travail réunissant des experts pour traiter certains thèmes. Deux réunions sur la traite des êtres humains et la législation en matière de migration sont prévues pour 2001, d'autres initiatives étant comprises dans les activités de programme existantes. Etant donné les consultations qui ont lieu à l'heure actuelle avec les gouvernements participants, la portée de ces groupes de travail d'experts, n'est pas encore tout à fait délimitée. Une estimation préliminaire pour les deux sessions de groupe de travail et un service de secrétariat s'élève à 75 000 dollars.

Centre de coopération technique (TCC)



Le Centre de coopération technique fournit des connaissances spécialisées, la conception de programmes et un appui pour la mise en œuvre des Programmes d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP) en Europe orientale et en Asie centrale. Ceci comprend la collecte et diffusion des ressources concernant les meilleures pratiques internationales sur la gestion des migrations, et fournira des échanges d'idées fructueux entre les missions de l'OIM dans la région d'Europe orientale et d'Asie centrale, tout en renforçant leur capacité d'enrichissement mutuel. Ce Centre, aux côtés du représentant régional, sert de point de convergence aux activités du Suivi de la Conférence de 1996, en coordonnant les activités avec le HCR, l'OSCE et le Conseil de l'Europe. Le besoin de financement en 2001 est de 275 000 dollars.

Arménie

Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP)



En 2000, l'OIM a organisé une évaluation réalisée par des experts concernant les processus de délivrance des visas, d'entrée/sortie et le système d'information pour la gestion des frontières en Arménie, en vue d'élaborer des recommandations sur la facilitation des voyages et la prévention de la migration illégale. Cette évaluation fournit un canevas concret pour les activités à entreprendre en 2001-2002, y compris ce qui touche au droit, aux procédures, à la technologie et à l'information. Ce projet est réalisé en partenariat avec le Gouvernement arménien et en coopération avec le HCR et l'OSCE. Le budget estimé pour ce projet est de 2 millions de dollars (y compris la contribution gouvernementale) et le besoin de financement estimé pour 2001 est de 350 000 dollars.

Renforcement des capacités des ONG



Le programme de développement des ONG du secteur des migrations de l'OIM (MSDP) est un projet régional coordonné qui se déroule actuellement en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie. Il encourage l'auto-développement des ONG en faisant participer au processus de décision dans chaque pays une ONG partenaire nationale clef, qui à son tour aura un effet d'entraînement pour les ONG locales de ce secteur. L'administration d'un centre de ressources offrant des possibilités techniques et une formation, des ateliers et des séminaires, est une réalisation cruciale. Pour 2001, on prévoit de créer au moins deux centres dotés de structures semblables situées à l'extérieur des capitales. Au sein même du MSDP, un fonds pour les projets de moindre envergure fournit des subventions aux ONG pour de petits projets concernant les migrations. En 2001, ce fonds financera en particulier les projets des ONG régionales pour qu'elles contribuent au développement d'ensemble du secteur. Ce programme

portera également sur le renforcement du réseau caucasien d'ONG au moyen de l'élaboration d'un module commun de formation pour les migrations, de l'échange d'experts et de publications, ainsi que de la tenue à jour d'un site web à partir de trois centres de ressources nationales. Le besoin de financement nécessaire pour ce programme en 2001 en Arménie est de 142 000 dollars.

Programme de lutte contre la traite des êtres humains

CT

En ce qui concerne les migrations irrégulières, l'Arménie est un pays d'origine – et dans une mesure moindre, un pays de transit. Les estimations concernant les émigrations varient considérablement, mais il est possible qu'un quart de la population totale ait émigré depuis 1991, dont une partie a utilisé les réseaux de trafiquants. En septembre 2000, l'OIM a entamé des travaux de recherche pour évaluer la nature et l'étendue de cette traite des migrants émanant d'Arménie. Sur la base de cette recherche, les efforts de l'OIM en 2001-2002 viseront à faire diminuer et à prévenir la traite des êtres humains chez les migrants (en particulier les femmes et les enfants) au moyen de campagnes d'information, de réformes législatives et de la formation des fonctionnaires. Il fournira également une aide aux victimes sous la forme de conseils, d'aide à la réinsertion et de sensibilisation des fonctionnaires. Les partenaires de ce projet sont le Gouvernement, l'UNICEF, l'OSCE et les ONG nationales. Le budget prévu pour ce projet est de 240 000 dollars et le besoin de financement pour 2001, de 120 000 dollars.

Programme de développement des microentreprises (MED)

TCM

Au cours de ces dernières années, le projet de développement des microentreprises (MED) de l'OIM a cherché à renforcer l'autosuffisance et l'intégration des rapatriés, des réfugiés et des p.d.i., au moyen d'une formation pour les microentreprises, d'un soutien commercial et de crédits pour l'exercice d'une activité indépendante et pour la création d'emplois. Les femmes et les personnes recevant un bas salaire sont également concernées par ce projet qui cherche à accroître leur autosuffisance et de ce fait diminuer l'attrait des migrations. Depuis le début du programme, 918 participants ont été formés et des prêts représentant 750 980 dollars ont été accordés avec un taux de remboursement proche de 90 pour cent. L'objectif du projet en 2001 est de fournir une formation à la gestion commerciale à plus de 500 personnes, d'accorder des prêts pour faciliter l'activité indépendante et la création d'emplois qui devraient bénéficier à 500 familles et contribuer à la pérennité financière et institutionnelle du projet. Les partenaires de ce projet sont les banques nationales, l'Institut national pour l'économie et le HCR. On estime que 300 000 dollars sont nécessaires pour les activités complémentaires de ce programme en 2001.

Azerbaïdjan

Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP)

TCM

L'évaluation récente des experts intitulée "*Azerbaijan Border Management Update*" (Informations actualisées sur la gestion des frontières de l'Azerbaïdjan) servira de guide pratique pour l'amélioration de la gestion des migrations en Azerbaïdjan, en particulier à l'aéroport de Bakou. Ce rapport détaillé servira de guide concret pour les améliorations nécessaires dans tous les domaines – lois, procédures, technologie, formation, etc. – pour mettre la gestion des migrations en Azerbaïdjan en harmonie avec les meilleures pratiques internationales. Ce projet sera exécuté sur une période de deux ans, en partenariat avec la Commission gouvernementale de surveillance et de contrôle des frontières et, au niveau opérationnel, avec le Ministère de la sécurité nationale. Le HCR et l'OSCE seront parmi les autres partenaires. Ce programme aura un besoin de financement supplémentaire de 400 000 dollars en 2001.

Programme de développement des NGO du secteur des migrations (MSDP)

TCM

Le programme de développement des ONG du secteur des migrations de l'OIM (MSDP) est un projet régional coordonné actuellement mis en place en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie. Il encourage l'auto-développement des ONG en faisant participer au processus de décision dans chaque pays une ONG partenaire nationale clef, qui à son tour aura un effet d'entraînement sur les ONG locales de ce secteur. L'administration d'un centre de ressources offrant des possibilités techniques et une formation, des ateliers et des séminaires, est une réalisation cruciale. Pour 2001, on prévoit de créer au moins deux centres d'appui dotés de structures semblables situées à l'extérieur des capitales. Au sein même du MSDP, un fonds pour les projets de moindre envergure fournit des subventions aux ONG pour de petits projets concernant les migrations. En 2001, ce fonds financera en particulier les projets des ONG régionales pour qu'elles contribuent au développement d'ensemble du secteur. Ce programme portera également sur le renforcement du réseau caucasien d'ONG au moyen de l'élaboration d'un module commun de formation pour les migrations, de l'échange d'experts et de publications, ainsi que de la tenue à jour d'un site web à partir de trois centres de ressources nationales. Le besoin de financement pour ce programme en 2001 en Azerbaïdjan est estimé à 142 000 dollars.

Programme de lutte contre la traite des êtres humains

CT

En 2000, l'OIM a terminé un projet pilote sur la traite des êtres humains et les migrations économiques, les résultats étant consignés dans le rapport "*Pathways to Europe from Azerbaijan*" (Filières Azerbaïdjan-Europe). L'OIM utilisera ces données pour encourager une

meilleure compréhension de la migration et des ses risques, et tentera de décourager et même de prévenir la traite des êtres humains, par une campagne d'information du public en 2001. Ce programme créera également des liens entre les fonctionnaires, les ONG et les bureaux consulaires étrangers d'Azerbaïdjan pour leur faire mieux comprendre les réalités de l'introduction clandestine, et renforcer leurs capacités institutionnelles pour lutter contre cette traite. Ce projet pilote de sept mois aura besoin d'un financement de 100 000 dollars.

Programme de développement des microentreprises (MED)



En collaboration avec le PNUD, l'OIM réalise le projet MED au Nakhichevan depuis novembre 1998, dans le but d'offrir des moyens économiques qui permettraient de trouver une solution de rechange à la migration irrégulière. Outre l'octroi de prêts et de formation professionnelle pour déjà 971 bénéficiaires, ce projet a identifié une organisation locale intitulée NEDO pour se charger à l'avenir de la gestion du fonds renouvelable. L'activité de programmation se concentrera en 2001 sur le renforcement des capacités de la NEDO de sorte qu'elle puisse administrer et suivre le programme de prêts. Ce projet initial du Nakhichevan a été conçu pour pouvoir être appliqué dans d'autres parties de l'Azerbaïdjan – en particulier dans les grandes communautés de p.d.i. Des efforts séparés viseront à renforcer la participation des femmes grâce à la création de coopératives, à une formation et à une aide pour la commercialisation des produits fabriqués par ces coopératives. Le renforcement du programme MED en 2001 exigera environ 300 000 dollars en plus d'une annonce de contribution conditionnelle de 150 000 dollars émanant du PNUD.

Bélarus

Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP)



En partenariat avec le Comité bélarussien sur les migrations, le Comité national des troupes frontalières, le Ministère de l'intérieur et le Ministère des affaires étrangères, l'OIM a engagé des activités dans le cadre d'un CBMMP afin d'aider à mettre au point un système unifié et des capacités opérationnelles pour la gestion des processus et des flux migratoires. Ce programme porte essentiellement sur l'élaboration d'une politique générale et d'une législation, et sur le renforcement des capacités des structures administratives afin d'assurer une exécution efficace. L'objectif principal du CBMMP a été le projet de frontière commune entre l'Ukraine et le Bélarus, qui est destiné à améliorer les contrôles frontaliers et la gestion des flux migratoires le long d'un segment frontalier spécifique connu comme itinéraire favori des migrations irrégulières et de la traite des êtres humains. Ce projet triennal déjà entamé a un budget total de 385 000 dollars, et environ 300 000 dollars seront nécessaires en 2001.

Programme de lutte contre la traite des êtres humains



Riche de l'expérience et de l'expertise de l'OIM dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains, ce projet se concentrera sur trois aspects liés du problème au Bélarus: prévention grâce à une diffusion de l'information pour mieux sensibiliser le public à cette question; lutte contre la traite par des moyens législatifs et par une consolidation des capacités des autorités policières et judiciaires bélarussiennes; et aide à la réinsertion des victimes des trafiquants qui sont revenues au Bélarus. En partenariat avec les ONG, les organisations internationales et les autorités gouvernementales bélarussiennes concernées, ce programme vise à prévenir et à décourager la traite des êtres humains et à consolider les moyens des autorités gouvernementales et de la société civile pour combattre plus efficacement ce phénomène au Bélarus. Environ 500 000 dollars seront nécessaires pour ces efforts en 2001.

Géorgie

Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP)



Conjointement avec le Gouvernement géorgien, des progrès significatifs ont été réalisés au sein de ce programme au cours de ces dernières années, y compris la mise en route d'un système de données frontalières qui a été introduit à l'aéroport de Tbilissi et à plusieurs autres points d'entrée dans le pays, et qui pourrait être la source la plus fiable de statistiques sur les migrations de la région. Le système géorgien a servi de modèle pour un travail d'élaboration entrepris par d'autres missions de l'OIM, et l'extension future du système aux points d'entrée par terre et par mer devrait se produire en 2001. De plus, les activités de formation mises en route jusqu'à présent seront intensifiées et élargies dans le but d'établir un centre national autonome de formation à la gestion des migrations, en coopération avec le Gouvernement et d'autres organisations partenaires. Dans le cadre du programme, beaucoup de travail a déjà été réalisé concernant un nouveau projet de loi sur les migrations destiné à corriger les incohérences et les lacunes existant actuellement dans la législation. L'OIM facilitera la discussion et la coordination interinstitutions dans le processus de la révision du projet à soumettre au Parlement. Le besoin de financement nécessaire pour ce programme en 2001 est de 665 000 dollars.

Renforcement des capacités des ONG



Le programme de développement des ONG du secteur des migrations (MSDP) se déroule à l'heure actuelle en tant que projet coordonné en Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie. Il encourage l'autodéveloppement des ONG grâce à l'habilitation d'une ONG nationale clef dans chaque pays, ce qui à son tour aura un effet d'entraînement pour les ONG locales de ce secteur. L'administration d'un centre de ressources offrant des installations

techniques ainsi que des possibilités de formation, des ateliers et des séminaires, est une réalisation essentielle. Pour 2001, on prévoit d'établir au moins deux centres d'appui dotés de structures semblables situées à l'extérieur des capitales. Dans le cadre du MSDP, un fonds pour les projets de petite envergure offre des subventions aux ONG pour la mise en œuvre de petits projets concernant les migrations. En 2001, ce fonds encouragera en particulier les projets des ONG régionales pour qu'elles contribuent au développement d'ensemble du secteur. Ce programme se propose également de renforcer le réseau caucasien d'ONG par l'élaboration d'un module commun de formation pour les migrations, par l'échange d'experts et de publications, ainsi que par la tenue à jour d'un site web commun à partir de trois centres de ressources nationaux. Le financement nécessaire pour ce programme en 2001 en Géorgie est de 142 000 dollars.

Programme de lutte contre la traite des êtres humains

CT

En Géorgie, l'OIM s'est posée comme l'une des institutions principales s'occupant des migrations irrégulières et des activités de lutte contre la traite. Une enquête initiale couvrant les principales tendances des migrations irrégulières et de la traite des migrants en provenance de Géorgie a été publiée en 2000. Cette étude servira de base pour la réalisation à la fin de 2000 de futurs travaux de recherche et d'analyse sur la nature et l'amplitude des migrations irrégulières et de la traite émanant de Géorgie. A partir de cette information et de cette analyse, l'OIM lancera en 2001 un programme national intégré en partenariat avec d'autres organisations internationales, des ONG géorgiennes et le Gouvernement géorgien. Ce programme comprendra des campagnes d'information du public, des initiatives législatives et une formation pour les agents de la force publique et les ONG qui fournissent une aide aux victimes de la traite. Environ 150 000 dollars seront nécessaires pour ce programme en 2001.

Programme de développement des microentreprises (MED)

TCM

Cette nouvelle initiative MED en Géorgie cherchera à renforcer l'autonomie et l'intégration des p.d.i. grâce à une formation à la microentreprise, à des crédits commerciaux pour les entrepreneurs indépendants et à des créations d'emploi. Les ménages dirigés par des femmes et les groupes à faibles revenus seront également visés par cette augmentation de l'autosuffisance et par conséquent cette diminution de l'attrait que représente la migration. Des prêts seront fournis par l'intermédiaire des banques locales. Les clients donneront des garanties lorsqu'elles sont disponibles, et en leur absence des groupes de garanties constitués de pairs seront formés, ou bien les emprunteurs seront aidés et suivis de très près par les conseillers commerciaux du projet. Ce projet sera mis en œuvre à Tbilissi, Rustavi et Borjomi. La phase préparatoire du projet durera trois mois, après quoi la principale phase commencera. Ce projet vise à aider 680 familles (soit environ 2 730 personnes) dans des zones géographiques où se trouvent de fortes concentrations de ces grou-

pes cibles. Le budget pour les deux premières années de ce projet représente un total de 640 734 dollars, dont environ 481 304 seront nécessaires en 2001.

République de Moldova

Projet frontalier commun entre la République de Moldova et l'Ukraine

TCM

Ce projet vise à mettre au point une coopération inter-Etats et à renforcer le contrôle des mouvements illégaux de migrants en provenance et par l'intermédiaire du territoire de la République de Moldova et de l'Ukraine, tout créant un système de gestion des migrations moderne qui faciliterait le flux des migrations légales. Ce projet vise à améliorer la gestion de frontières et des migrations le long de la frontière commune, grâce à des mesures réglementaires, opérationnelles et visant à renforcer les capacités, en insistant tout particulièrement sur le contrôle renforcé des migrations irrégulières. Des mesures seront prises pour renforcer les capacités des gardes-frontières et des unités du Ministère de l'intérieur pour la lutte contre les migrations illégales dans la zone du projet, jettant ainsi les bases qui serviront à l'extension de ces mesures à d'autres parties de la frontière. Elles contribueront considérablement à l'amélioration de l'efficacité et du rendement des méthodes et systèmes nationaux de gestion des migrations qui visent à consolider les contrôles frontaliers. Ce projet d'une année aura un besoin de financement de 496 895 dollars pour les activités entreprises dans les deux pays.

Lutte contre la traite des êtres humains dans la République de Moldova

CT

Sur la base des réalisations de l'OIM à propos de la lutte contre la traite des êtres humains dans les pays voisins de l'Ukraine, ce projet abordera trois aspects liés du problème en République de Moldova: prévention au moyen de la diffusion de l'information pour augmenter la sensibilisation du public; criminalisation en renforçant les capacités des autorités policières et judiciaires de manière à ce qu'elles puissent poursuivre les délits de traite plus efficacement; et aide à la réinsertion aux victimes des trafiquants qui sont revenues en République de Moldova. En partenariat avec l'OSCE, Salvati Copiii (Save the Children/République de Moldova) et les autorités gouvernementales, ce projet est conçu pour prévenir et décourager la traite et renforcer les capacités des organismes gouvernementaux intéressés et de la société civile du pays pour lutter de manière plus efficace contre ce phénomène. Il s'agit d'un projet biennal avec un budget de 900 000 dollars dont 500 000 sont nécessaires pour 2001.

Fédération de Russie

Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP)

TCM

En octobre 2000, l'OIM a conclu un accord avec le service fédéral des gardes-frontières, ainsi qu'avec onze

ministères fédéraux participants, pour un projet frontalier commun avec l'Ukraine. L'objectif de ce projet est de développer la coopération inter-Etats et de renforcer les contrôles sur les mouvements illégaux de migrants en provenance et à destination du territoire de la Fédération de Russie et de l'Ukraine, tout en créant un système de gestion des migrations moderne capable de faciliter les flux de migrations légales. Ce projet vise à améliorer la gestion des migrations et des frontières le long de la frontière commune grâce à la mise au point d'un cadre et de mesures réglementaires, opérationnelles et visant à renforcer les capacités en insistant tout particulièrement sur le contrôle renforcé des migrations illégales, initialement à un point de fort trafic frontalier: Belgorod et Kharkov. Dans un cadre pluriministériel, l'OIM mettra en route des mesures visant à renforcer les capacités des gardes-frontières, du Ministère de l'intérieur et d'autres ministères pour lutter contre les migrations illégales dans la zone visée par le projet. Ce projet pilote servira de base à d'autres travaux qui seront entrepris dans le domaine frontalier à l'avenir. Le besoin de financement supplémentaire pour ce projet en 2001 est estimé à 395 500 dollars.

Consolidation du système d'information



Le successeur du service de migration fédéral – le Ministère de la politique fédérale, des nationalités et de la migration – a demandé l'aide de l'OIM pour continuer un projet concernant le système d'information entamé en 1998 avec une aide bilatérale. Ce système est conçu pour recueillir et analyser les informations sur les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants forcés. Actuellement, il fonctionne comme réseau local reliant le Ministère et l'aéroport de Sheremetyevo. Cette proposition permettrait d'élargir le système à quatre régions de la Fédération de Russie – le Caucase Nord, la province extrême-orientale, Saint-Petersbourg/Leningradsky et la province autonome de Moscou. Un tel système permettrait au nouveau Ministère de mobiliser l'information pertinente pour mettre au point et appliquer les politiques et les mesures concernant les migrations au niveau fédéral et régional. Le Ministère cherche un financement pour cet élargissement et l'OIM a reçu une demande d'aide. Le besoin de financement pour ce projet en 2001 représente 100 000 dollars.

Programme de lutte contre la traite des êtres humains



L'OIM organisera une campagne d'information pour augmenter la compréhension des réalités et des dangers possibles pour les femmes éventuellement victimes des trafiquants, destinée aux autorités de la Fédération de Russie, afin de tenter de décourager et de faire diminuer la traite en provenance de leur pays. Cette initiative exploitera les connaissances techniques et l'expérience que l'OIM a tirées de ces campagnes contre la traite en Europe centrale et en Europe orientale. Dans ce programme, l'OIM concevra, mettra en œuvre, suivra et

évaluera une campagne d'information utilisant les moyens de communication de masse ou non traditionnels, de manière à influencer le comportement des groupes cibles identifiés en les avertissant des risques et des conséquences de la migration irrégulière, notamment en ce qui concerne les possibilités de traite des êtres humains. Le projet établira également un mécanisme visant à encourager la collaboration entre les autorités gouvernementales, les ONG et d'autres institutions au niveau national et régional, afin de favoriser la durabilité des activités du projet. La campagne durera deux ans et couvrira des domaines de risques choisis au sein de la Fédération de Russie, tels qu'ils ont été identifiés au stade de la recherche. Le besoin de financement estimé pour la première année de cette campagne est de 800 000 dollars.

Programme d'information sur les migrations (MIP)

En Fédération de Russie, l'absence d'informations fiables, systématiques et détaillées sur les flux migratoires reste un problème grave. Le programme d'information sur les migrations proposé par l'OIM abordera ce problème en décrivant les tendances des migrations, en analysant les forces à la source de ces tendances, en projetant l'évolution future et en recommandant l'adoption d'autres mesures à la lumière des objectifs que s'est fixée la Fédération de Russie dans ce domaine. Ceci sera accompli grâce à l'incorporation du programme concernant l'information et la citoyenneté du Centre Carnegie de Moscou dans le programme de l'OIM, qui portera principalement sur la recherche des activités pertinentes et complémentaires que devrait déployer l'OIM dans le cadre du Suivi de la Conférence de 1986 sur la CEI, plus particulièrement dans les domaines recouverts par le CBMMP. Ce programme publiera des études sur des thèmes d'actualité concernant les migrations en vue de les distribuer plus largement aux intellectuels, aux décideurs politiques et à un public attentif, études qui seront suivies par des conférences et des ateliers publics. Plus généralement, l'OIM se propose d'apporter une aide pour éclairer la politique migratoire adoptée en Fédération de Russie et dans les autres Etats de l'Europe orientale et d'Asie centrale. Ce programme durera au moins deux ans. Pour la recherche et les réunions, l'OIM a un besoin de financement en 2001 de 138 500 dollars.

Aide directe aux entreprises de migrants



Le projet d'assistance directe aux entreprises de migrants continuera à apporter une aide aux activités rémunératrices des migrants transférés de force dans cinq régions choisies de l'ouest de la Fédération de Russie (Belgorod, Bryansk, Voronezh, Tambov et Pskov), de manière à accroître leur autonomie et à faciliter ainsi leur insertion dans la société. Pour y parvenir, il est prévu d'aider certaines personnes qualifiées et certains petits groupes pour mettre au point et créer des petites entreprises. Dans ce but, le projet fournira aux petites entreprises de migrants les plus crédibles à la fois une formation de base à la gestion et une formation professionnelle, et un

financement raisonnable pour l'achat ou la location d'un matériel, de manière à stimuler la création d'emplois et à faciliter les initiatives commerciales "à rendement immédiat". Ce projet comporte un nouvel élément de microcrédit, qui a été testé avec succès dans la région de Tambov en 2000. Il ciblera environ 20 petites entreprises de migrants qui fournissent des services à environ 10 000 migrants vivant dans des centres d'hébergement temporaire, ou dans des communautés ou des zones de rassemblement de migrants, avec la coopération des autorités et des ONG chargées des migrations dans les régions choisies. Le besoin de financement pour la continuation de ces activités en 2001 est de 255 129 dollars.

Services de santé pour les migrants

MH

Dans le but d'améliorer les conditions des soins de santé pour les populations migrantes vulnérables dans certaines régions de la Fédération de Russie, l'OIM effectuera un dépistage médical et une évaluation de l'état de santé des migrants, tout en rassemblant et en analysant des renseignements sur les conditions des soins de santé en utilisant les services d'ONG locaux. Les résultats de ce projet serviront à élaborer des modèles viables localement d'administration des soins de santé. La stratégie de l'OIM s'articulera selon deux axes: faciliter l'accès des migrants aux services de soins de santé, notamment aux traitements préventifs, et moderniser les capacités tant institutionnelles qu'opérationnelles des ONG et des prestataires de soins de santé locaux. Ces services comprendront: appui psychologique pour les migrants les plus vulnérables; approvisionnement des centres d'hébergement temporaires et des zones de rassemblement en matériel de base en médicaments essentiels et en additifs nutritionnels pour les enfants, ainsi qu'en produits d'hygiène; et éducation des migrants dans le domaine des soins de santé. L'OIM renforcera la capacité des professionnels des soins de santé pour qu'ils puissent contrôler la propagation de nombreuses maladies infectieuses, en particulier la tuberculose, en leur fournissant une formation dans le domaine de la gestion clinique et du diagnostic de laboratoire. Reconnaisant la nécessité d'activités de réadaptation, l'OIM concevra un programme éducatif pour les migrants qui portera sur les aspects de réadaptation psychologique, physique et sociale. Ce projet utilisera les activités utilisées dans ces régions depuis 2000 et étendra l'ensemble des services à la région de Pskov en 2001. Le besoin de financement pour ces consolidations en 2001 est estimé à 186 404 dollars.

Recherche sur la traite des femmes en provenance de la Fédération de Russie

A l'automne 2000, l'OIM a terminé un examen préliminaire des études existantes sur la traite des femmes provenant de la Fédération de Russie, qui a identifié les régions comportant la plus haute fréquence de ce trafic. Le projet est conçu pour aider l'OIM à mettre au point des activités de sensibilisation aux fins de prévention. En 2001, cette étude s'étendra au travail sur le terrain réalisé dans les régions où les femmes courent le plus grand

danger de devenir victimes de cette traite. Le projet examinera: 1) l'étendue de la traite dans ces régions, 2) comment les femmes sont recrutées, 3) les pays de destination des femmes victimes de la traite, 4) la participation du grand banditisme à cette traite; 5) la prise de conscience du public de cette réalité dans les zones à risque et 6) les moyens de prévenir la traite des femmes. Ce projet fait partie d'activités de suivi du processus de l'OIM intitulée CISCONF. L'OIM a été chargée de piloter l'élaboration de programme d'assistance technique visant à lutter contre les migrations irrégulières et la traite des êtres humains en Europe orientale et en Asie centrale. Le budget est de 125 000 dollars.

Ukraine

Programme d'assistance technique institutionnelle en matière de gestion des migrations (CBMMP)

TCM

Le CBMMP est conçu pour renforcer les contrôles des mouvements illégaux de migrants se dirigeant vers et passant par l'Ukraine, tout en créant en même temps un système moderne de gestion des migrations visant à faciliter les flux migratoires légaux. Ce projet cherche à améliorer la gestion des frontières et des migrations le long de la frontière orientale de l'Ukraine grâce à l'élaboration d'un cadre et de mesures de renforcement des capacités opérationnelles, en insistant en particulier sur une amélioration du contrôle des migrations illégales. L'élément central sera la mise en œuvre d'un projet de démonstration dans la province autonome de Soumy et sera relié au projet de Tchernigov vers le nord et au projet de Kharkov vers le sud. La mise en œuvre de ces activités créera un réseau de mesures de contrôle efficace des frontières au point le plus vulnérable de la frontière orientale de l'Ukraine. Les plans de l'OIM visant à faire du projet de Kharkov avec l'aide des deux gouvernements un projet transfrontalier entre la Fédération de Russie et l'Ukraine sont maintenant terminés. Ces mesures contribueront à l'amélioration des performances et de l'organisation des processus et systèmes nationaux de gestion des migrations en vue du renforcement des contrôles frontaliers. Environ 1 022 400 dollars seront nécessaires pour ce projet en 2001.

Lutte contre la traite des femmes

CT

Utilisant les initiatives prises par l'OIM pour lutter contre la traite des femmes, ce projet abordera trois aspects liés entre eux: prévention grâce à une diffusion de l'information; criminalisation de la traite en renforçant les capacités des autorités policières et judiciaires ukrainiennes pour mieux poursuivre les trafiquants, et aide à la réinsertion pour les victimes des trafiquants lorsqu'elles reviennent en Ukraine. Mené en partenariat avec l'OSCE, la Strada Ukraine et les autorités ukrainiennes, ce projet devrait décourager et minimiser la traite, et renforcer les capacités des autorités pertinentes et de la société civile d'Ukraine à lutter plus efficacement contre le phénomène. Ce projet d'une année a un besoin de financement estimé de 495 585 dollars.

Projet d'une mise en place d'une coopérative de crédit



L'objectif global de ce projet en cours est de mieux contribuer au développement économique et à l'insertion sociale des communautés de Crimée comportant une forte proportion d'anciens déportés, en facilitant la création et le renforcement des capacités des coopératives de crédit pour favoriser le développement des petites et des microentreprises au sein des communautés d'anciens déportés. Ce projet, mis au point conjointement avec le programme PNUD/UNOPS d'intégration et de développement de la Crimée et le Programme d'aide à la mise en place de coopératives de crédit ukrainiennes (UCUDAP), facilitera lors de son élargissement la croissance du secteur du crédit, grâce à la création de nouvelles coopératives de crédit dans les communautés de migrants, et le renforcement global du réseau des coopératives de crédit, en fournissant assistance technique, formation et conseils, ainsi qu'en donnant l'accès à un fonds renouvelable. Le financement nécessaire estimé pour ce projet en 2001 est de 160 000 dollars.

Besoins de financement	
Projets régionaux	250 000
Suivi de la Conférence de Genève de 1996	75 000
TCC	175 000
Arménie	912 000
CBMMP	350 000
Renforcement des capacités des ONG	142 000
Programme de lutte contre la traite des êtres humains	120 000
Programme MED	300 000
Azerbaïdjan	942 000
CBMMP	400 000
MSDP	142 000
Programme de lutte contre la traite des êtres humains	100 000
Programme MED	300 000
Bélarus	800 000
CBMMP	300 000
Programme de lutte contre la traite des êtres humains	500 000

Géorgie	1 438 304
CBMMP	665 000
Renforcement des capacités des ONG	142 000
Programme de lutte contre la traite des êtres humains	150 000
Programme MED	481 304
République de Moldova	996 885
Projet frontalier commun entre la République de Moldova et l'Ukraine	496 885
Lutte contre la traite des êtres humains dans la République de Moldova	500 000
Fédération de Russie	2 000 533
CBMMP	395 500
Consolidation du système d'information	100 000
Programme de lutte contre la traite des êtres humains	800 000
MIP	138 500
Assistance directe aux entreprises de migrants	255 129
Services de santé pour les migrants	186 404
Recherche sur la traite des femmes en provenance de la Fédération de Russie	125 000
Ukraine	1 677 985
CBMMP	1 022 400
Lutte contre la traite des femmes	495 585
Projet de mise en place d'une coopération de crédit	160 000
Sous-total pour l'Europe orientale	9 017 707

Europe du Sud-Est

Projets régionaux

Evaluation et amélioration de la gestion régionale des migrations (REMMASI)



Le REMMASI est un programme régional d'assistance technique et de renforcement des capacités visant à étendre la coopération, la sécurité et la stabilité dans l'Europe du Sud-Est grâce à l'amélioration des pratiques de gestion des migrations. Avec l'aide des experts de l'OIM basés dans la région et de spécialistes internationaux choisis, les gouvernements de cette région participeront à l'examen et à l'amélioration directe au niveau national, bilatéral et régional, de la politique générale et

des domaines législatifs et opérationnels de la gestion des migrations. Au sein de cette région, les pays dont l'adhésion à l'UE est déjà en bonne voie seront considérés comme "pays liens" chargés en particulier de fournir des connaissances spécialisées et un appui aux pays visés (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie et ex-République de Macédoine – avec l'inclusion prévue de la République fédérale de Yougoslavie dans la mesure où les conditions le permettront). Ce programme renforcera de manière significative les capacités des gouvernements de cette région dans les domaines suivants: a) contrôle et gestion des migrations irrégulières vers et à travers la région; b) création de mécanismes efficaces de gestion des migrations, comme le contrôle de la migration de la main-d'œuvre à destination et en provenance des pays de la région; c) mise au point et mise en œuvre des éléments essentiels de la coopération bilatérale et multilatérale au sein de la région et au-delà pour améliorer la gestion des migrations; d) documentation et analyse des phénomènes migratoires essentiels. Les principaux domaines d'activités comprendront: i) examen des domaines législatifs, de la politique générale et de la réglementation essentielle (la lutte contre la traite des êtres humains sera comprise en tant que domaine prioritaire si elle n'a pas été abordée dans d'autres initiatives concernant le pays intéressé); ii) dans certains pays particuliers, amélioration des principaux systèmes de contrôle frontalier, notamment formation intégrée, assistance technique et intrants technologiques en vue d'objectifs de gestion spécifiques; iii) identification et fourniture des possibilités de formation et de mise en réseau, y compris des voyages d'études pour un personnel choisi vers l'Union européenne et d'autres pays, et modernisation des systèmes et des capacités de formation intérieures au pays; iv) création de centres de ressources migratoires. Ce programme sera mis en œuvre en tant que projets spécifiques par pays dans les pays cibles et dans les pays liens avec des éléments transnationaux et régionaux partagés, ce qui constituera une initiative régionale de renforcement des capacités. La durée initiale de ce projet est de trois ans. Des demandes de financement spécifique sont mentionnées dans le présent document au titre de chaque pays participant.

Mesures de lutte contre la traite des êtres humains chez les migrants, en particulier les femmes et les enfants, en provenance ou par la voie des régions des Balkans et de l'Adriatique

CT

La traite des êtres humains dans les pays de l'Europe du Sud-Est ou transitant par eux est devenue une préoccupation majeure de la communauté internationale. Ce projet abordera systématiquement les besoins de coordination régionaux et remplira les lacunes essentielles en fournissant un appui dans les domaines suivants: 1) mise au point d'un réseau transnational et d'une planification en matière de lutte contre la traite, et activités de renforcement des capacités des entités essentielles des pays de destination et d'origine, y compris les ONG et les autorités gouvernementales locales; 2) campagnes d'information dans les pays de destination et d'origine; 3) aide au retour depuis les pays de destination/de séjour forcé

vers les pays d'origine, y compris l'appui et l'aide pendant le transit, et la fourniture d'un abri protégé; 4) aide à la réinsertion dans les pays d'origine y compris appui médical et psychosocial, et aide pour trouver un emploi ou une formation professionnelle. Lorsque des activités sont prévues au sein d'un pays de destination de l'UE ou de l'Europe occidentale, l'OIM demande au gouvernement du pays d'accueil de financer ces activités en affectant des contributions spécialement à ce programme directement auprès du bureau local de l'OIM. Les contributions sans affectation spéciale sont demandées pour les actions dans les pays d'origine et de transit et pour la coordination régionale. Ce projet portera sur 36 mois et le besoin de financement initial pour 2001 est de 800 000 dollars.

Albanie

Renforcement des capacités du Centre national de transfusion sanguine albanais (NBTC)

CAP MH

Le Centre de transfusion sanguine et l'Albanie sont confrontés à une grave pénurie de sang. Traditionnellement, l'Albanie a utilisé des donneurs de sang rémunérés pour constituer ses réserves. En 2000, l'OIM a aidé le Centre à lancer une campagne d'information du public de six mois visant à augmenter le nombre des dons de sang volontaires. En 2001, l'OIM aidera ce même centre à constituer dans tout le pays un réseau d'associations de donneurs de sang bénévoles. Ce projet comprend une série de séminaires de formation et un appui technique en partenariat avec les associations de donneurs de sang bénévoles d'Italie. Ce projet de six mois a besoin d'un financement d'environ 75 000 dollars en 2001.

Evaluation et amélioration de la gestion régionale des migrations (REMMASI): Albanie

CAP TCM

Ce projet est une entreprise conjointe de la Mission de l'OIM en Albanie et du Ministère de l'ordre public. Le projet renforcera la capacité du gouvernement à réduire les flux migratoires irréguliers vers ou en provenance de l'Albanie ou traversant le pays, gèrera l'ensemble des cas de migrants irréguliers dans le pays, et abordera d'autres questions essentielles de gestion des migrations d'une manière qui respecte les normes internationales. La collaboration régionale sera renforcée grâce à des synergies d'ordre pratique avec les projets REMMASI parallèles en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Les domaines clefs prioritaires seront notamment l'examen et l'amélioration de la législation, des règlements et des procédures administratives en matière de migration l'examen et l'amélioration des sites frontaliers prioritaires avec les pays balkaniques voisins; l'assistance technique et le renforcement des capacités pour la création et la gestion, dans le respect des normes internationales de centres d'accueil pour les migrants irréguliers qui sont sous l'autorité du Ministère de l'ordre public; le renforcement des systèmes de collecte de données et de notification des migrations; le renforcement de la coopération interminis-

térielle dans le domaine migratoire; et la formation ciblée et les activités de Forum. Les besoins de financement du projet pour 2001 s'élèvent en tout à 425 000 dollars.

Projet de système d'orientation interorganisations (IARS) pour l'aide au retour et à la réinsertion des victimes de la traite

CAP

CT

La traite des femmes et des jeunes filles par l'Albanie en direction de l'Italie et d'autres pays de l'Europe de l'Ouest dans des buts d'exploitation sexuelle restent une question régionale majeure et exige pour y répondre de l'imagination, de la coordination et du dynamisme. En 2000, l'OIM a créé, en partenariat avec la Commission internationale catholique pour les migrations (CICM), un système d'orientation interinstitutions pour fournir conjointement une aide au retour et à la réinsertion des femmes victimes de trafiquants. Ce système d'orientation continuera en 2001, en se concentrant sur le retour et la réinsertion des victimes ressortissantes d'un pays tiers qui souhaitent retourner chez elles à partir de l'Albanie. Une composante recherche et analyse consolidera les connaissances acquises lors du déroulement des activités du projet afin de fournir des éléments de base aux futures initiatives visant la lutte contre la traite des êtres humains. Pour continuer les activités du projet, le besoin de financement est de 250 000 dollars en 2001.

Projet de soutien aux infrastructures municipales (MISP)

CAP

TCM

Le MISP répond à la nécessité urgente de réparer les dommages causés aux infrastructures, aux services et à l'environnement dans les municipalités qui ont accueilli les réfugiés kosovars. Nombre de ces municipalités albanaises ont commencé à établir les priorités communautaires et à identifier les besoins d'amélioration des infrastructures publiques importantes. Le MISP tente de porter remède à cette situation au moyen de 20 à 30 projets de rénovation. Le besoin de financement de 2001 est de 500 000 dollars.

Bosnie-Herzégovine

Programme de retour transfrontalier entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie

CAP

AR

En étroite collaboration avec le HCR, le programme de retour transfrontalier de l'OIM fournit un retour organisé et méthodique des réfugiés et des personnes déplacées en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Dans le cadre de ce programme, l'OIM se charge des conseils et des orientations sur les moyens du retour; des transports (y compris des escortes médicales) pour certaines personnes, les articles ménagers et les machines agricoles; du déroulement des opérations à la frontière et au passage en douane, et des conseils d'orientation pour que les bénéficiaires puissent avoir accès aux agences locales et internationales s'occupant de la reconstruction de logements, de services juridiques, d'aide humanitaire et de progra-

mes d'activités productrices de revenus. L'OIM s'occupe ensuite de visites de suivi dans les municipalités des rapatriés et, au moyen de discussions avec les autorités locales, les chefs d'opinion et les chefs religieux, adaptera les programmes d'aide pour qu'ils correspondent aux besoins spécifiques des rapatriés. Ce programme est en cours depuis 1999 et a déjà apporté une aide à 1200 bénéficiaires. Le besoin de financement pour 2001 est de 2,5 millions de dollars.

Retour du personnel judiciaire et du ministère public dans des zones minoritaires de Bosnie-Herzégovine

CAP

AR

Ce projet fera revenir et veillera à la réinsertion dans des zones minoritaires de 50 juges et procureurs bosniaques déplacés depuis d'autres parties du pays. Le retour de juges et de procureurs, qui avant la guerre avaient une grande expérience et de hautes qualifications et appartiennent à différents groupes ethniques, est absolument essentiel à la formation de commissions judiciaires, multiethniques, ce qui est requis aux termes des lois sur le service judiciaire. Ce projet permettra aux juges et aux représentants du ministère public de recevoir des allocations de logement, une aide financière pour obtenir un matériel et un équipement pour leurs tribunaux, et organisera une formation pour les juges dans le Centre de formation judiciaire, avant qu'ils reprennent leurs postes dans les tribunaux d'avant la guerre. L'aide de l'OIM pour cette initiative a été demandée par le gouvernement et avalisée par le bureau du Haut-Représentant. Le budget total pour ce projet de 30 mois s'élève à 693 000 dollars, dont 200 000 sont nécessaires en 2001.

Retour et réinsertion des policiers appartenant aux ethnies minoritaires

CAP

AR

Ce projet conjoint entrepris avec la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) apportera une aide au retour et à l'intégration professionnelle de 75 policiers appartenant aux ethnies minoritaires. L'OIM fournira des allocations logement et un appui financier pour la reconstruction du logement des cadets de police et des officiers ayant repassés la ligne de démarcation interethniques pour servir dans leur communauté d'avant la guerre. Le besoin de financement pour ce projet de 15 mois est de 1 445 000 dollars, dont 1,1 million est nécessaire en 2001.

Aide au retour et à la réinsertion des femmes victimes de la traite en Bosnie-Herzégovine

CAP

CT

Ce projet fournira un retour organisé, sûr et dans la dignité de 200 femmes victimes de la traite en Bosnie-Herzégovine. Ces femmes avaient été attirées dans le piège de l'industrie du sexe en Bosnie-Herzégovine et/ou laissées sans ressources en chemin vers d'autres pays. Ce projet viendra élargir l'expérience actuelle acquise dans le cadre d'un programme pilote destiné aux migrants victimes de la traite et provenant de Bosnie-Herzégovine. L'objectif de l'OIM est non seulement de fournir un appui

direct à ces femmes, mais aussi de faire diminuer les mouvements extérieurs vers d'autres pays étrangers. L'OIM collabore avec de nombreuses organisations locales pour gérer un système efficace d'orientation, organise des examens médicaux et le voyage, notamment la vérification de l'identité, obtient des documents de voyage et fournit aux victimes une aide à la réinsertion. En outre, l'OIM établira et assurera le fonctionnement d'un abri sûr et durable pour les femmes victimes de la traite, afin qu'elles puissent se remettre avant leur rapatriement vers leur pays d'origine, et fournira une aide et des conseils en matière de santé de la reproduction. Depuis 1999, le projet pilote a aidé 124 bénéficiaires. Il faudra 600 000 dollars pour ce projet en 2001.

Aide au retour des migrants irréguliers et des demandeurs d'asile déboutés en Bosnie-Herzégovine

CAP

AR

Ce projet aidera tout d'abord le retour de 500 migrants irréguliers provenant d'Asie, du Moyen-Orient et de la CEI. L'OIM fournira une approche intégrée, comprenant des conseils, une aide au transport pour le retour et des campagnes d'information. Ce projet se propose d'alléger le fardeau que représente la présence de migrants sans ressources pour la Bosnie-Herzégovine en tant que principal pays de transit et porte d'entrée vers l'Europe de l'Ouest. Ce programme s'adaptera aux besoins des pays de destination et aux cas spécifiques. Le budget approximatif pour 2001 est de 665 000 dollars.

Evaluation et amélioration de la gestion régionale des migrations (REMMASI)

CAP

TCM

Ce projet renforcera les capacités dont dispose le Gouvernement pour faire diminuer le flux de migrants irréguliers de la Bosnie-Herzégovine, que ce soit en tant que pays d'accueil, de transit ou de destination, gèrera l'ensemble des cas de migrants irréguliers dans le pays, et abordera d'autres domaines clefs de la gestion des migrations (comme la migration organisée de la main-d'œuvre) d'une manière compatible avec les normes internationales. La collaboration régionale sera renforcée au moyen de synergies d'ordre pratique avec les projets REMMASI parallèles en Albanie, Croatie et en ex-République yougoslave de Macédoine. Ces domaines principaux comprennent: l'examen et l'amélioration de la législation, des règlements et des procédures administratives en matière de migration; l'assistance technique et le renforcement des capacités pour la création et la gestion, dans le respect des normes internationales, de centres d'accueil pour les migrants irréguliers; la création de systèmes de collecte et de notification des données sur les migrations; le renforcement de la coopération interministérielle et régionale sur la migration; la formation ciblée et les activités de forum. D'autres domaines de coopération seront mis au point à mesure que le projet progresse. Les besoins de financement du projet pour 2001 se montent à 432 000 dollars.

Formation à la gestion et à l'administration des questions sanitaires en Bosnie-Herzégovine

CAP

MH

Dans le cadre de son appui continue pour faire face aux besoins des Bosniaques retournant chez eux, l'OIM apportera sa contribution à la rénovation du système de soins de santé au moyen d'un projet de formation à la gestion et à l'administration des questions sanitaires. L'objectif de ce programme est de développer les compétences et le savoir des cadres administratifs sanitaires et du personnel médical dans la gestion/l'administration des questions sanitaires. Ces personnels utiliseront la formation donnée selon un modèle de formation des formateurs, afin de devenir eux-mêmes éducateurs pour les personnels sanitaires bosniaques locaux s'intéressant à cette question. Ensuite, en élargissant les capacités professionnelles dans le domaine de la gestion sanitaire, l'objectif final serait de permettre à tous ces professionnels de mettre en œuvre des réformes de soins de santé durables dans la région. Le besoin de financement est de 450 000 dollars.

Surveillance de la tuberculose dans le district de Brcko

CAP

MH

Le but de ce projet pilote est d'évaluer l'état épidémiologique de la tuberculose au sein des groupes à haut risque dans le district nouvellement délimité de Brcko en Bosnie-Herzégovine. La tuberculose pourrait constituer un grave danger pour la santé de la population dans cette région en raison de la situation stratégique de cette dernière, et des mouvements croissants de population faisant suite à des décisions récentes d'arbitrage concernant Brcko. Une enquête sanitaire sur la tuberculose, et l'utilisateur de techniques de dépistage reconnues dans le monde pour les groupes à haut risque d'infection par la tuberculose et de contraction de la maladie dans cette région, permettront de se faire une meilleure idée de l'ampleur du problème posé par la tuberculose au sein de ces groupes et de recenser les lacunes concernant les mesures actuelles de prévention et de contrôle. Ce projet devra également soutenir l'effort de renforcement des capacités au niveau local par l'approvisionnement en médicaments, ainsi qu'en matériels et fournitures de laboratoire, et par la formation du personnel sanitaire local aux techniques de diagnostic de laboratoire, aux systèmes standardisés de notification et d'enregistrement des cas de tuberculose, de même qu'au diagnostic et au traitement de cette maladie. Toutes les activités de ce projet seront entreprises en consultation avec l'OMS et le Ministère de la santé et de l'éducation de la Republika Srpska, de la Fédération et du bureau du Haut-Représentant dans le District de Brcko. Le budget estimatif est de 300 000 dollars.

Transfert des connaissances par des professionnels bosniaques

CAP

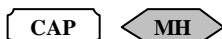
TCM

Faisant suite à la réussite du programme de retour des ressortissants qualifiés, l'OIM continuera ses efforts

pendant le processus de reprise économique et de reconstruction. En 2001, l'OIM recrutera 50 professionnels bosniaques résidant actuellement aux Etats Unis, en Australie, au Canada et en Europe, pour qu'ils viennent travailler dans le domaine de la santé, de l'éducation, des médias, de l'environnement et du commerce pour une période allant jusqu'à six mois. Pour les remercier de leurs services, l'OIM leur donnera une aide et subvention au titre des frais de voyage, de logement et des frais de subsistance, ainsi que le matériel spécialisé nécessaire pour effectuer leur travail. Le besoin de financement pour 2001 représente 125 000 dollars.

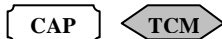
Croatie

Faciliter l'accès aux soins de santé des rapatriés en Croatie



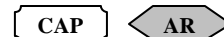
Retrouver l'accès à l'assurance maladie et aux services de santé est une chose difficile pour les personnes qui rentrent chez elles, notamment lorsqu'il s'agit de populations vulnérables, de personnes âgées ou habitant la campagne. L'OIM fournira des conseils et une aide pour ces personnes, et une formation pour le personnel sanitaire et les membres des ONG concernant les questions, les procédures et les droits des rapatriés pour ce qui concerne les soins de santé. En même temps, l'OIM vise à faciliter l'accès aux soins de santé pour les personnes âgées et les chômeurs, incapables de bénéficier de l'assurance maladie. Les besoins de financement en 2001 représentent 400 000 dollars.

Evaluation et amélioration de la gestion régionale des migrations (REMMASI)



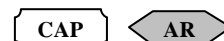
Ce projet est une entreprise conjointe entre l'OIM et le Ministère de l'intérieur. Il renforcera les capacités dont dispose le Gouvernement pour faire diminuer le flux de migrants irréguliers de la Croatie, que ce soit en tant que pays d'accueil, de transit ou de destination, gèrera l'ensemble des cas de migrants irréguliers dans le pays, et abordera d'autres domaines clefs de la gestion des migrations d'une manière compatible avec les normes internationales. La collaboration régionale sera renforcée au moyen de synergies d'ordre pratique avec les projets REMMASI parallèles en Albanie, Bosnie-Herzégovine et en ex-République yougoslave de Macédoine. Ces domaines principaux comprennent: l'examen et l'amélioration de la législation, des règlements et des procédures administratives sur la migration; l'examen et l'amélioration des sites frontaliers prioritaires avec les pays balkaniques limitrophes; l'assistance technique et le renforcement des capacités dirigées vers la création et la gestion dans le respect des normes internationales des centres d'accueil pour les migrants irréguliers qui sont du ressort de l'OIM: la consolidation des systèmes de collectes de données et de notification des migrations; le renforcement de la coopération interministérielle sur la migration; la formation ciblée et les activités de forum. Les besoins de financement pour 2001 sont de 425 000 dollars.

Approche globale du problème de la migration irrégulière en Croatie



La Croatie est confrontée à une augmentation considérable du nombre des migrants irréguliers appréhendés aux frontières ou à l'intérieur du territoire croate. De même que les mesures juridiques et institutionnelles régionales, le retour volontaire est considéré comme l'un des éléments cruciaux d'une stratégie globale de lutte contre les migrations irrégulières. En Croatie, le Gouvernement ne dispose pas de mécanismes permettant de résoudre correctement cette question, et les migrants irréguliers sont souvent libérés ou renvoyés par les points d'entrée des frontières. En outre, les groupes vulnérables, notamment les victimes des trafiquants, ne reçoivent aucune attention particulière. Le montant total du besoin de financement pour un abri immédiat et une aide au retour volontaire représente 500 000 dollars.

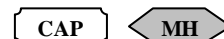
Programme de renforcement et d'aide à la communauté pour les régions de retour situées dans les parties de Croatie affectées par la guerre



Ce programme vise à mettre au point un projet d'ensemble pour le renforcement de la communauté dans certaines régions de retour de manière à assurer une stabilité à long terme grâce à des activités de réadaptation et de réconciliation au niveau de la communauté, mises en œuvre au moyen d'activités limitées d'aide au développement économique et d'aide humanitaire directe. Ce programme travaille avec plusieurs municipalités croates directement intéressées par ce problème. Le montant total nécessaire pour 2001 est de 1,8 million de dollars.

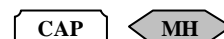
République fédérale de Yougoslavie (Kosovo non compris)

Etude sur l'état d'immunisation et de santé des p.d.i. accueillis en Serbie, et action en faveur d'un appui adéquat



En 2001, l'OIM mettra en route, en collaboration avec l'OMS et l'UNICEF, un projet qui vise à l'amélioration des soins de santé des Kosovars déplacés en Serbie. L'OIM lance une étude pour recueillir des informations sur les vaccinations, la tuberculose et autres maladies transmissibles, ainsi que sur les troubles psychologiques et psychiatriques. A la suite de cette étude, l'OIM organisera une campagne de sensibilisation aux problèmes de l'immunisation et de la santé et fournira un appui aux établissements qui s'occupent des p.d.i. Le besoin de financement en 2001 est de 350 000 dollars.

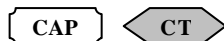
Aide psychosociale pour les p.d.i. et les membres des communautés d'accueil en Serbie, et mise au point des activités favorisant l'autonomie dans ce domaine



En 2001, l'OIM prévoit de mettre en route un projet qui apporte une réponse aux effets du stress physique

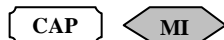
et psychologique continu grâce à un appui psychosocial. En outre, certains p.d.i. auront la possibilité de mettre en route des activités autonomes grâce à des subventions. L'accent sera mis sur les femmes p.d.i. et celles qui se trouvent dans la communauté d'accueil. Le besoin de financement en 2001 est de 468 000 dollars.

Projet pilote pour le retour des femmes victimes de la traite au Monténégro



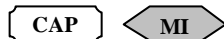
Le Monténégro est de plus en plus utilisé par les trafiquants comme pays de destination et de transit. En 2001, l'OIM mettra en route un projet pilote visant à contribuer aux efforts de lutte régionale contre la traite des êtres humains et fournir une aide aux victimes. Ces victimes recevront un abri, des conseils préalables au départ et une aide médicale, alors que l'OIM organisera leur retour vers leur pays d'origine. Les activités seront coordonnées par les autorités locales, les agences internationales et les ONG. Les fonds nécessaires s'élèvent à 400 000 dollars.

Campagne d'information au Monténégro pour sensibiliser la population aux migrations irrégulières et à la traite des migrants en direction de l'UE



La traite des êtres humains par les Balkans en direction de l'UE est en constante augmentation. La décision d'émigrer est fondée sur une mauvaise information des politiques d'asile et sur des attentes non réalistes concernant le statut futur du migrant lorsqu'il arrivera dans l'UE. En 2001, l'OIM organisera une campagne d'information par l'intermédiaire des médias et d'autres moyens de communication informels, sur les exigences juridiques communautaires en matière de migration, et également pour faire mieux comprendre les risques de la migration irrégulière. Ce projet établira des mécanismes de collaboration entre les autorités locales, les organisations internationales et les ONG. Le besoin de financement en 2001 est de 400 000 dollars.

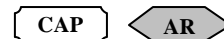
Centres de consolidation des communautés pour les p.d.i. en provenance du Kosovo et résidant en Serbie



Les p.d.i. ont un accès limité à une information fiable concernant leurs communautés d'origine, ce qui cause un obstacle majeur à leur retour et à leur réinsertion. L'OIM organisera deux centres de consolidation des communautés pour donner à certaines p.d.i. la possibilité d'avoir accès aux informations pertinentes et de les échanger avec leurs communautés d'origine, par l'intermédiaire de connexions Internet, de réunions ou d'ateliers. Ces centres offriront également des programmes pour le développement des compétences linguistiques, informatiques et relatives à l'Internet. Les activités de ces centres seront reliées à celles qui sont organisées par les cybercafés établis par l'OIM au Kosovo. Avec le temps, ces centres deviendront autonomes et indépendants de

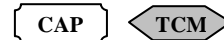
l'appui des donateurs. Le besoin de financement en 2001 est de 424 000 dollars.

Aide directe aux p.d.i. du Kosovo afin de faciliter leur future réinsertion dans leur communauté d'origine



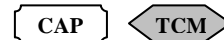
Le retour des minorités vers le Kosovo reste difficile. Le manque d'accès aux informations adéquates sur les programmes de réinsertion au Kosovo constitue une difficulté. L'OIM apporte aux minorités la possibilité d'avoir accès à des programmes d'appui semblables à ceux que la population du Kosovo reçoit actuellement. Cette aide sera donnée sous la forme de cours de formation pour la mise à jour des compétences des participants, et par des subventions pour les aider à commencer des activités qui leur permettront de subvenir à leur situation présente, et qui pourraient être transférées au Kosovo après leur retour. Les besoins de financement en 2001 sont de 624 000 dollars.

Projets de développement intégré pour trois municipalités dans le Sandzak



L'absence d'appui financier, associée à une faible infrastructure sociale et à un secteur de service public en décomposition, créent un environnement de pauvreté croissante dans la partie monténégrine du Sandzak. Avec le temps, la confiance dans les institutions décroît et un nombre croissant de personnes envisage d'émigrer vers les pays occidentaux. L'OIM apportera une aide aux institutions publiques de cette région pour la modernisation des conditions locales, la réduction de l'émigration des résidents et la création de conditions favorables au retour des émigrants. Cet appui portera principalement sur les soins de santé primaires, l'éducation et les services publics, et comprendra également la reconstitution des structures existantes, la fourniture de matériel, la formation et des modules de renforcement des capacités. Les besoins de financement en 2001 sont de 953 000 dollars.

Développement des microentreprises dans trois municipalités du Sandzak



Les municipalités de la partie monténégrine du Sandzak sont les moins développées du pays. Dans le contexte d'une économie en déclin, l'OIM organisera un projet qui engage la restauration de l'économie locale, en créant des emplois, en consolidant les capacités de la population à parvenir à l'autosuffisance, en prévenant les migrations irrégulières et en encourageant le retour des émigrants. Ce projet offre des subventions et une assistance technique aux entrepreneurs locaux, qu'il s'agisse des rapatriés ou de la population résidente, pour la création de 100 microentreprises. L'OIM suivra les activités en étroite collaboration avec les autorités locales. Le besoin de financement en 2001 est de 579 000 dollars.

République fédérale de Yougoslavie - Kosovo

Projet pilote d'éducation sanitaire à l'école pour les Kosovars albanophones et serbophones



Outre l'aide médicale actuelle de post-urgence, l'OIM envisage d'introduire un projet sanitaire dans une optique de prévention en s'adressant aux enfants d'âge scolaire. Ce projet vise à intégrer l'éducation en matière de santé dans le programme éducatif, ce qui le rend compatible avec le réseau européen des "écoles-santé" de l'OMS. Sur la base d'un projet semblable mis en œuvre précédemment en Bosnie-Herzégovine, celui-ci vise à susciter une attitude saine sur la base de la dynamique de groupe. Le projet du Kosovo envisage de s'adresser à certaines écoles des communautés albanophones et serbophones et de contribuer à mettre en œuvre la stratégie de promotion de la santé de l'OMS. Une coordination étroite sera recherchée avec le Département de la santé de la MINUK et l'UNICEF. Le budget estimatif pour un projet de douze mois est en 2001 de 96 000 dollars.

Réponse psychosociale et post-traumatique au Kosovo



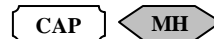
Ce projet qui a commencé en 1999 en collaboration avec l'Université de Pristina vise à consolider la capacité locale à répondre aux problèmes et aux besoins psychosociaux de la population. L'OIM a mis au point une deuxième phase de ce projet, qui consiste en quatre principaux sous-projets: a) établissement de centres communautaires psychosociaux dans sept municipalités où les conseillers formés commenceront à travailler; b) répétition d'un cours de formation pour 40 autres conseillers; c) séminaires de formation pour les professionnels de la santé mentale, les médecins de familles et les professeurs d'universités; d) activités d'appui psychosocial pour les minorités ethniques. Le budget total pour mettre en œuvre ce programme est de 2813 100 dollars, dont environ 1 990 000 sont nécessaires en 2001.

Formation à la gestion et à l'administration de la santé au Kosovo



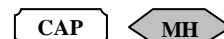
En 1999/2000, l'OIM a mis en œuvre un programme intensif de "formation des formateurs" pour 21 professionnels de la santé kosovars, en association avec l'Université de Pecs en Hongrie, ce qui a contribué à atténuer l'absence sérieuse d'expertise dans le domaine de la gestion et de l'administration sanitaires au Kosovo. En 2001, en coordination avec l'OMS, la MINUK et l'Université de Pristina, l'OIM envisage de mettre en place ce programme au Kosovo en tant que cours régulier de 3ème cycle en utilisant au maximum les avantages de la première phase du programme. Cette extension de neuf mois du projet en 2001 aura un besoin de financement estimatif de 200 000 dollars.

Programme transitoire de gestion régionale pour les cas médicaux et chirurgicaux complexes en provenance du Kosovo



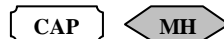
En 1999/2000, ce projet a fourni un traitement à des patients qui ne pouvaient pas obtenir de soins médicaux adéquats au Kosovo. Sur 800 demandes, un Comité international de sélection, composé de l'OIM, de l'OMS, de la MINUK et de l'hôpital de l'Université de Pristina a choisi 228 cas pour qu'ils soient traités à l'étranger. Ces patients ont été dirigés vers 14 pays. Il reste encore plus de 200 cas sur la liste d'attente. Les besoins de financement pour 2001 représentent environ 750 000 dollars.

Service temporaire mobile de soins de santé primaires pour certaines enclaves de minorités isolées dans la région de Gjilane au Kosovo



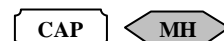
Ce projet fournira des soins de santé primaires essentiels à des populations importantes constituées principalement de Serbes vivant au Kosovo dans des communautés isolées. A la suite du récent conflit, la population non albanaise a eu un accès extrêmement limité aux soins de santé primaires de base, y compris aux examens de laboratoires médicaux et aux médicaments. L'OIM fera fonctionner ce service mobile en accord avec l'OMS, la MINUK, le HCR et l'UNICEF dans la région de Gjilane, et avec les représentants de la santé des minorités locales, dans certaines communautés serbes n'ayant pas accès aux services de soins de santé du fait de la crise. Outre ces services de soins de santé primaires, l'OIM fournira la formation et l'équipement nécessaire. Le budget estimatif pour une opération de six mois en 2001 est de 200 000 dollars.

Facilitation du retour grâce à la rénovation de l'infrastructure des soins de santé secondaires et tertiaires au Kosovo



Destiné à palier le manque grave de soins de santé tertiaires au Kosovo, cet ensemble de modules porte principalement sur une rénovation intégrée des services de diagnostic les plus nécessaires et des mesures capables de sauver des vies dans la province. En collaboration avec la MINUK et les institutions sanitaires locales, l'OIM envisage de fournir une formation sur le tas pour les médecins locaux, ainsi que le matériel nécessaire. La modernisation prévue des soins de santé tertiaires comprendra: a) l'institut d'histopathologie du Centre clinique de Pristina; b) les services d'endoscopie; c) l'échographie et les services d'échocardiographie. Le budget estimatif total pour 2001 s'élève à 1 250 000 dollars.

Accès au diagnostic des cardiopathies et à la chirurgie pour les malades kosovars grâce à un renforcement des capacités régionales



Dans le cadre d'une collaboration triennale avec d'autres acteurs comme "Project Hope", ce projet vise à développer les capacités de diagnostic invasif cardio-

vasculaire et cardio-chirurgical au Kosovo et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, d'une manière coordonnée à l'échelon régional. Le programme – coordonné avec la MINUK et l'OMS – étend les différents niveaux de capacités dans le domaine cardio-vasculaire déjà disponibles au Kosovo et en Macédoine. Il cherche à améliorer cette capacité depuis la création de moyens de diagnostic jusqu'à la mise au point ou l'amélioration des compétences et des connaissances techniques pour les interventions cardiologiques ou de cardio-chirurgie. Les populations de ces deux entités ont accès au service de diagnostic, ce qui leur permet de suivre le traitement adéquat. À l'heure actuelle, ceci manque complètement pour les ressortissants kosovars. Le budget estimatif pour ce programme de trois ans (2001-2003) est de 2,8 millions de dollars. Pour 2001, les besoins de financement représentent 950 000 dollars.

Services d'information, de conseil et d'orientation (ICRS) et fonds de réinsertion pour les anciens combattants du Kosovo



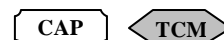
Jusqu'à présent, l'OIM a aidé environ 10 500 anciens combattants à réintégrer la vie civile kosovare. L'OIM estime qu'il reste encore 6000 à 8000 anciens combattants qui auraient besoin d'aide. Ce chiffre comprend quelque 2000 réservistes du Corps de protection du Kosovo qui devraient être démobilisés d'ici la fin de 2000. La réussite de ce programme repose sur sa capacité d'absorber le nombre de réservistes, pour lesquels une stratégie a été mise au point avec le renforcement de la formation en cours d'emploi qui serait offerte dans des entreprises du secteur privé, et par le projet de formation professionnelle pour l'emploi. L'ICRS est bien placé pour agir comme filet de sécurité s'agissant de l'aide à la réinsertion et de la stabilité qui en découlera pour la région. Le besoin de financement pour 2001 représente 9,8 millions de dollars.

Formation du corps de protection du Kosovo



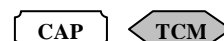
Le Corps de protection du Kosovo (KPCS) est une organisation de protection chargée d'agir en cas de catastrophe, de recherche et sauvetage, d'aide humanitaire, et de reconstruction des infrastructures et de la communauté au Kosovo. À la suite de l'enrôlement des anciens combattants UÇK dans le programme ICRS, l'OIM a également testé les anciens combattants pour faire partie de ce corps de protection du Kosovo. La formation de 5000 membres de ce corps a commencé en février 2000 par une information sur les droits de l'homme et les droits civils, les soins de premiers secours, la lutte contre l'incendie, la recherche et le sauvetage, les compétences informatiques et les langues, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Kosovo. En 2001, ce programme continuera ses activités de formation tout en concentrant ses efforts sur la manière d'augmenter la capacité du Corps de protection à faire face de manière indépendante à ses propres besoins de formation. Le besoin de financement pour continuer la réussite de ce programme en 2001 représente 3 millions de dollars.

Reconstitution du marché de travail au Kosovo à la suite du conflit



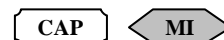
Ce projet vise à contribuer à la remise en état du marché du travail et à la régénération des services socio-économiques grâce à l'instauration de mécanismes d'aide à l'emploi. Ceci est réalisé grâce à des centres d'aide à l'emploi fournissant des informations, des services de conseil et d'orientation pour la population locale au chômage, notamment certains groupes vulnérables qui ont besoin d'une aide pour trouver un emploi, acquérir et perfectionner leurs compétences grâce à une formation professionnelle. Après la création des centres de Mitrovica, Gjakova et Pristina, un élargissement à tout le Kosovo est prévu pour pouvoir répondre aux besoins des minorités ethniques. Financé en 2000, ce projet aura besoin de 450 000 dollars pour pouvoir être mis en œuvre complètement en 2001.

Réinsertion durable des Kosovars dans l'activité économique, notamment dans les zones des minorités ethniques, grâce à la fourniture de micro-subventions et de formations commerciales



Ce projet est conçu pour répondre aux besoins des Kosovars semi-qualifiés et qualifiés en facilitant leur réinsertion économique grâce à une aide leur permettant de créer, ou de recréer de petites entreprises avec une micro-subvention et un programme de formation commerciale. L'objectif régional de ce projet sera les zones peuplées de ressortissants non albanais, y compris la région de Mitrovica au nord du pays. Ce projet établira une synergie avec d'autres projets de l'OIM, comme la restauration du marché du travail après le conflit et le service d'information, de conseil et d'orientation. Un financement supplémentaire est nécessaire pour 2001 estimé à environ 350 000 dollars.

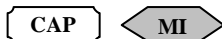
Centre de recensement et d'information sur les migrations dans les Balkans



Afin d'aider la prochaine série de recensements devant avoir lieu dans la plupart des pays balkaniques en 2001, l'OIM envisage la mise sur pied d'un programme d'assistance technique et d'appui pour les recensements de Croatie, Bosnie-Herzégovine, République fédérale de Yougoslavie, ex-République yougoslave de Macédoine et Albanie. Les informations ainsi récoltées serviront à l'OIM et à d'autres pour la planification future des opérations entreprises dans les Balkans et pour la préparation de matériel de base (tableaux, cartes, etc.). Un centre de recensement et d'information sur les migrations au Balkans destiné à rassembler et à diffuser les données sur les migrations dans la région pourrait être créé dans tous les bureaux statistiques de la région (République fédérale de Yougoslavie, y compris Kosovo, ex-République yougoslave de Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Albanie, Croatie, etc.), portant essentiellement sur les p.d.i., les réfugiés et les migrations illégales. Des partenariats seront

recherchés avec les bureaux statistiques nationaux. Ce centre contribuera à un renforcement durable des capacités concernant l'information sur les migrations dans la région. Le budget total est estimé à environ 700 000 dollars, dont 350 000 sont nécessaires en 2001.

Programme d'information de transition



Ce projet vise à aider à la formation ou à la nouvelle formation des journalistes kosovars qualifiés, notamment de les sensibiliser aux questions de droits de l'homme. L'OIM a créé un réseau qui sera utilisé pour sensibiliser les professionnels des masses médias et leur donner une formation sur ce sujet, afin qu'une information précise soit donnée au public, compte tenu des droits des minorités. Les partenaires de ce projet seront l'OSCE, le projet finlandais des droits de l'homme, parmi d'autres. Le budget estimatif pour la continuation de ce projet en 2001 représente environ 100 000 dollars.

Centre Internet pour les populations minoritaires au Kosovo



La communication et l'échange d'informations jouent un rôle vital dans toute situation post-confliktuelle et pour les efforts de réadaptation et de reconstruction nécessaires. L'OIM a conçu et mis en place le projet d'Initiative d'aide à l'information du Kosovo pour aider les réfugiés kosovars, les rapatriés et autres groupes à communiquer et à échanger des informations au plus haut de la crise et au cours de l'année écoulée. A l'heure actuelle, sept centres fonctionnent parfaitement dans les centres urbains principaux du Kosovo, fournissant une connectivité Internet à haut débit, des ordinateurs et d'autres instruments de technologie informatique pour encourager le libre échange d'idées et d'informations, ainsi que les projets de recherche et d'enquête des médias à la fois au Kosovo et ailleurs. Tout en s'adressant principalement à la population albanaise majoritaire, l'accès et la formation seront élargis à des lieux qui permettront d'atteindre les populations minoritaires du Kosovo. Le besoin de financement pour 2001 représente environ 500 000 dollars.

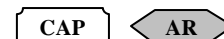
Renforcement des capacités des ONG locales pour le développement de la société civile au Kosovo



Ce projet vise à faciliter l'élaboration d'un réseau régional d'ONG au Kosovo et ailleurs. Les ONG régionales et internationales et d'autres acteurs présents dans cette région formeront et conseilleront les entités non gouvernementales potentielles et existantes pour ce qui concerne les besoins des migrants, les droits de l'homme, les groupes vulnérables et sur toute autre question importante pour la société civile. Ce projet vise à encourager l'autonomie et les initiatives, tout en fournissant une formation et des conseils sur les questions juridiques, les relations institutionnelles, la collecte de fonds, la comptabilité et le commerce. L'OIM Kosovo prévoit de faciliter les échanges d'activistes et d'experts provenant

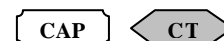
des ONG dans la région de l'ex-Yougoslavie et au-delà. Ce projet durera initialement douze mois avec un budget d'environ 200 000 dollars.

Aide secondaire au transport des rapatriés et des p.d.i. au Kosovo



Afin de répondre au besoin des Kosovars revenant des pays voisins, ou non, et des p.d.i. à l'intérieur même de la province du Kosovo et de la République fédérale de Yougoslavie, l'OIM continuera à fournir des transports secondaires jusqu'aux destinations finales des Kosovars pendant l'année 2001. De plus, étant donné que les communautés minoritaires continuent à manquer de sécurité au Kosovo, ce besoin de réinstallation vraisemblablement perdurera en 2001. En outre, l'OIM a l'intention d'encourager le retour vers les zones de minorités ethniques en facilitant les visites de reconnaissance, ainsi que les mouvements entre les communautés minoritaires. Les besoins de financement, y compris les escortes médicales et non médicales, sont estimés à environ 850 000 dollars.

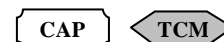
Aide directe aux victimes de la traite des êtres humains



Ce projet cherche à fournir des réponses constantes à la croissance continue de la traite des migrants au Kosovo, en particulier des femmes provenant d'Europe orientale qui ont été trompées et attirées dans les pièges de l'industrie du sexe. Il fournira une aide aux victimes qui décident volontairement d'avoir recours à ces services: appui au retour vers leur pays d'origine avec des conseils avant le départ, un examen médical, une vérification des documents de voyage et, si nécessaire, délivrance de documents de voyage, de visas de transit et aide à l'embarquement. La réception dans le pays d'origine sera organisée et une aide à la réinsertion après le retour sera fournie par les ONG qui sont actives dans ce programme destiné à la réinsertion des femmes. Le déficit de financement pour 2000 est de 80 000 dollars. Le montant nécessaire pour la continuation du programme en 2001 est de 391 500 dollars.

Ex-République yougoslave de Macédoine

Evaluation et amélioration de la gestion régionale des migrations (REMMASI) - Ex-République yougoslave de Macédoine



Ce projet est une entreprise conjointe entre l'OIM et le Ministère de l'intérieur. Il renforcera les capacités dont dispose le Gouvernement pour faire diminuer le flux de migrants irréguliers de l'ex-République yougoslave de Macédoine, que ce soit en tant que pays d'accueil, de transit ou de destination, il gèrera l'ensemble des cas de migrants irréguliers dans le pays, et abordera d'autres domaines clés de la gestion des migrations d'une manière compatible avec les normes internationales. La collaboration régionale sera renforcée au moyen de synergies

d'ordre pratique avec les projets REMMASI parallèles en Albanie, en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. Les principaux domaines comprennent: l'examen et l'amélioration de la législation, des règlements et des procédures administratives sur la migration; l'examen et l'amélioration des sites frontaliers prioritaires avec les pays balkaniques limitrophes; l'assistance technique et le renforcement des capacités dirigées pour la création et la gestion, dans le respect des normes internationales, des centres d'accueil pour les migrants irréguliers qui sont du ressort du Ministère de l'intérieur; la consolidation des systèmes de collectes de données et de notification des migrations; le renforcement de la coopération interministérielle sur la migration; la formation ciblée et les activités de forum. Les besoins de financement pour 2001 sont de 425 000 dollars.

Programme de lutte contre la traite des êtres humains au moyen de la prévention, de la sensibilisation et de l'aide directe aux victimes, ex-République yougoslave de Macédoine

CAP

CT

L'objectif de ce projet est de mettre sur pied une stratégie d'ensemble pour lutter contre la traite des êtres humains en ce qui concerne l'ex-République yougoslave de Macédoine, comme pays d'origine, de transit ou d'accueil. Ce projet est composé de travaux de recherche, d'une sensibilisation, et d'activités de renforcement des capacités, et apporte une aide directe aux victimes concernant la fourniture d'abris, le retour et la réinsertion. Les activités essentielles sont notamment le renforcement des capacités gouvernementales, la sensibilisation du gouvernement, des officiers consulaires étrangers et du public, la consolidation de la capacité institutionnelle des ONG de l'ex-République s'agissant de la prestation de services et de la protection immédiate, ainsi que de l'aide au retour et à la réinsertion. Le financement nécessaire pour ce projet en 2001 est de 550 000 dollars.

Bulgarie

Evaluation et amélioration de la gestion régionale des migrations (REMMASI) - Bulgarie

TCM

Ce projet est une entreprise conjointe entre la Mission de l'OIM en Bulgarie, le Ministère de l'intérieur et les gardes-frontières. Ce projet renforcera les capacités dont dispose le Gouvernement bulgare pour faire diminuer le flux de migrants irréguliers de la Bulgarie, que ce soit en tant que pays d'accueil, de transit ou de destination; il gèrera l'ensemble des cas de migrants irréguliers dans le pays, et abordera d'autres domaines clefs de la gestion des migrations d'une manière compatible avec les normes internationales. La collaboration régionale sera renforcée au moyen de synergies d'ordre pratique avec les projets REMMASI parallèles en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie et ex-République yougoslave de Macédoine. Les principaux domaines comprennent: l'examen et l'amélioration de la législation, des règlements et des procédures administratives sur la migration; l'examen et l'améliora-

tion des sites frontaliers prioritaires avec les pays balkaniques limitrophes (les frontières prioritaires initiales sont avec l'ex-République yougoslave de Macédoine); l'assistance technique et le renforcement des capacités pour la création et la gestion, dans le respect des normes internationales, des centres d'accueil pour les migrants irréguliers qui sont du ressort du Ministère de l'intérieur; la consolidation des systèmes de collectes de données et de notifications des migrations; le renforcement de la coopération interministérielle sur la migration; la formation ciblée et les activités de forum. Les besoins de financement pour 2001 sont de 425 000 dollars

Besoins de financement	
Projets régionaux	
REMMASI	See country project
Mesures de lutte contre la traite des êtres humains	800 000
Albanie	1 250 000
Renforcement des capacités du centre national de transfusion sanguine	75 000
REMMASI	425 000
IARS	250 000
MISP	500 000
Bosnie-Herzégovine	6 872 000
Programme transfrontalier	2 500 000
Retour des juges et du ministère public dans les zone minoritaires	200 000
Retour et réinsertion des policiers appartenant aux ethnies minoritaires	1 100 000
Aide au retour et à la réinsertion des femmes victimes de la traite	600 000
Aide au retour des migrants irréguliers	665 000
REMMASI	432 000
Formation à la gestion et à l'administration des questions sanitaires	450 000
Surveillance de la tuberculose dans le district de Brcko	300 000
Transfer des connaissances par des professionnels bosniaques	625 000
Croatie	3 125 000
Faciliter l'accès aux soins de santé des rapatriés	400 000
REMMASI	425 000
Approche globale du problème des migration irrégulière	500 000

Programme de renforcement et d'aide à la communauté	1 800 000
République fédérale de Yougoslavie (Kosovo non compris)	4 238 000
Étude de l'état d'immunisation et de santé des p.d.i.	350 000
Aide psychosociale pour les p.d.i.	468 000
Projet pilote pour le retour des femmes victimes de la traite	400 000
Campagne d'information au Monténégro	400 000
Centres de consolidation des communautés pour les p.d.i.	424 000
Aide directe aux p.d.i.	624 000
Projets de développement intégré	953 000
Développement des microentreprises	579 000
Sécurité	40 000
République fédérale de Yougoslavie – Kosovo	21 547 500
Projet pilote d'éducation sanitaire à l'école	96 000
Réponse psychosociale et post-traumatique	1,990 000
Formation à la gestion et à l'administration de la santé	200 000
Programme transitoire de gestion régionale pour les cas médicaux et chirurgicaux complexes	750 000
Service temporaire mobile de soins de santé primaires pour certaines enclaves de minorités isolées	200 000
Facilitation du retour grâce à la rénovation de l'infrastructure des soins de santé	1 250 000
Accès au diagnostic des cardiopathies et à la chirurgie	950 000
ICRS	9 800 000
Formation du Corps de protection du Kosovo	3 000 000
Reconstitution du marché du travail au Kosovo à la suite du conflit	450 000
Réinsertion durable des Kosovars	350 000
Centre de recensement et d'information sur les migrations dans les Balkans	350 000
Programme d'information de transition	100 000
Centre Internet pour les populations minoritaires au Kosovo	500 000

Renforcement des capacités des ONG locales	200 000
Aide secondaire au transport des rapatriés et des p.d.i.	850 000
Aide directe aux victimes de la traite des êtres humains	391 500
Sécurité	120 000
Ex-République yougoslave de Macédoine	975 000
REMMASI	425 000
Lutte contre la traite des êtres humains	550 000
Bulgarie	
REMMASI	425 000
Total	39 232 500

ACTIVITÉS MULTIREGIONALES

Activités multirégionales

Fonds pour une réaction rapide en matière de transport (Note d'orientation OIM/HCR sur le transport)

MM

La note d'orientation publiée conjointement par l'OIM et le HCR sur la coopération dans le secteur du transport découle des expériences partagées au Kosovo et au Timor oriental. Cette formule qui a permis de répondre de manière satisfaisante à ces urgences, était un accord entre les deux organisations pour que chacune exerce son expertise spécifique: le point fort de l'OIM étant la logistique et l'exécution du transport. La reconnaissance de cette capacité a conduit à la publication de la note d'orientation (mai 2000) qui attribuait la responsabilité de toutes les questions de transport à l'OIM, lui laissant ainsi toute latitude de lever des fonds. Cette note d'orientation entre le HCR et l'OIM renforce la mise en œuvre du Mémorandum d'accord conclu entre les deux organisations le 15 mai 1997. Ce mémorandum précise les responsabilités respectives des deux organisations. L'OIM a été chargée de fournir l'aide au transport pour les personnes relevant du HCR sur demande du HCR. Un fonds renouvelable sera établi pour permettre une réaction rapide de l'OIM à ce besoin essentiel contenu dans le mandat. Environ 5 millions de dollars sont nécessaires pour faire démarrer le fonds.

Programme de retour et réinsertion des ressortissants africains qualifiés (RQAN): phase de relais et séminaire préparatoire pour la continuation du programme vers la phase IV

AR

La phase III (1995 - 1999) du programme RQAN entamé en 1983, s'est terminée le 31 décembre 1999. Le séminaire d'évaluation finale, qui s'est tenu les 14 et 15 août 2000 à Accra (Ghana) a recommandé la mise en œuvre d'une phase de relais ainsi que l'organisation d'un séminaire préparatoire pour la continuation du programme vers une phase IV. Cette phase relais aidera environ 50 ressortissants qualifiés à entrer au pays pour pouvoir combler les lacunes de compétences identifiées dans les secteurs publics et privés de différents pays d'Afrique pendant 2001. Les candidats éligibles recevront un ensemble de mesures d'aide personnalisée qui comprennent, notamment, frais de voyage, achat de matériel professionnel et transport des effets personnels. Le séminaire préparatoire se tiendra en décembre 2000 à Libreville (Gabon). Le besoin de financement de ces deux activités est de 700 000 dollars.

Programme d'aide pour la protection et la réintégration des femmes et des enfants victimes de la traite

CT

Ce programme établit un mécanisme pour une aide rapide au cas par cas apportée aux femmes et aux enfants migrants victimes de la traite et se trouvant sans ressources à l'extérieur de leur pays d'origine, qui ont besoin

d'une protection immédiate et d'une aide au retour. Ce programme permettra, grâce à un fonds de secours mondial, d'apporter une réponse opérationnelle coordonnée applicable dans certains pays touchés par la traite des êtres humains dans lesquelles les victimes ne rentrent pas dans les catégories définies dans les projets existant de lutte contre la traite de l'OIM, ou d'autres programmes d'aide comparable. Ces cas seront évalués soigneusement par le Bureau extérieur de l'OIM responsables et renvoyés immédiatement au Directeur de programme à Genève pour évaluation rapide et versement de l'aide d'urgence sous la forme d'une protection *ad hoc* et d'un retour dans le pays d'origine, qui s'opèrera en étroite collaboration avec les partenaires d'exécution locaux. Le besoin de financement pour ce projet de douze mois est de 565 000 dollars.

Recherche: rapport sur les migrations dans le monde

L'OIM envisage d'entamer l'élaboration d'un second rapport sur les migrations dans le monde en 2001. Le premier rapport, publié en 2000 en français et en anglais donne un compte rendu rigoureux des tendances, questions et problèmes contemporains dans le domaine des migrations internationales. Il est destiné aux lecteurs qui ont un intérêt professionnel dans les questions migratoires, sans avoir nécessairement une connaissance détaillée du sujet. Le prochain rapport relatara les tendances migratoires dans chaque région constatées pendant l'année, et portera sur une question spéciale, les tendances mondiales de la traite des êtres humains. Le budget total est de 80 000 dollars.

Recherche: Bulletin trimestriel sur la traite des migrants

CT

Ce bulletin fournit un moyen important permettant de partager les informations sur la traite des êtres humains avec tout un ensemble d'institutions qui participent à la lutte contre ce trafic dans le monde entier. Chaque numéro fait rapport sur les nouvelles tendances observées dans la traite des êtres humains, sur les politiques de programme et les réponses législatives, ainsi que sur les nouvelles études et publications. Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour subvenir aux frais d'un élargissement de la portée de ce bulletin, et pour couvrir le coût de sa traduction en français et en espagnol. Le budget total du projet est de 25 000 dollars.

Recherche sur les migrations de retour: comment les programmes d'aide au retour facilitent la réinsertion

AR

L'émigration de retour est un domaine négligé dans la recherche sur les migrations. On connaît relativement peu de choses sur les conséquences de l'aide au retour, soit pour les migrants, soit pour les pays d'accueil. Au cours de ces dernières années, plusieurs pays développés ont essayé d'augmenter leur participation au programme d'aide au retour et rendu ces programmes plus attrayants

pour les pays d'accueil, en reliant le retour d'une manière plus étroite avec l'aide à la réinsertion et au développement. Certaines de ces initiatives ont été mises en œuvre par l'OIM, et d'autres par les gouvernements en coopération avec les pays d'origine. Certains programmes s'adressent à tout les rapatriés et d'autres ne ciblent que certains groupe spécifiques, comme les demandeurs d'asile déboutés et les victimes de la traite des êtres humains. L'objectif principal de ce projet est de conduire une évaluation de ces différentes initiatives dans les diverses parties du monde. Plusieurs méthodes de recherche seront utilisées, notamment l'examen de l'expérience acquise lors des programmes déjà réalisés, y compris les programmes principaux de l'OIM, ainsi que lors des enquêtes sur les expériences vécues par les personnes revenues au pays, menées dans les différentes parties du monde. Le budget de ce projet s'élève à 150 000 dollars.

Recherche visant à estimer l'ampleur des migrations irrégulières en Europe

L'OIM est souvent sollicitée pour donner des informations sur les tendances des migrations irrégulières en Europe, notamment dans le domaine de la traite des êtres humains. Bien que de nombreuses études aient été réalisées sur divers aspects de la migration irrégulière en Europe, il reste difficile d'obtenir des informations sur leur ampleur, car aucun système régulier de notification sur les tendances des migrations irrégulières n'existe. Bien qu'il soit par définition difficile d'estimer ces tendances et celle de la traite des êtres humains en particulier, nombres d'indicateurs de migration irrégulière n'ont pas été complètement analysés. Par exemple, la plupart des pays recueillent des statistiques détaillées sur les personnes appréhendées aux frontières et les retours par age, sexe et nationalité, mais ces données n'ont pas été comparées de manière systématique, ce qui rend très difficile d'établir des tendances de migrations irrégulières. Dans le cas de la traite des êtres humains, bien que il y ait peu d'indicateurs directs de ce trafic, et qu'aucune estimation fiable à l'échelle de l'Europe n'existe sur l'ampleur de ce trafic, nombre de pays sont capables de fournir des renseignements sur des indicateurs indirects de la traite. Par exemple, il peut s'agir du nombre de permis de travail délivrés à des jeunes femmes dans un pays donné pour travailler dans "l'industrie des loisirs", ou comme jeune fille au pair ou employée domestique. L'un des objectifs de cette étude sera de mettre au point d'une façon plus générale de nouveaux indicateurs de traite des êtres humains et de la migration irrégulière. Avec l'aide du réseau étendu de bureaux de l'OIM en Europe, l'Organisation préparera de nouvelles estimations de migrations irrégulières et suggérera des moyens qui permettront de mieux suivre les tendances de ces migrations irrégulières. Le budget est de 200 000 dollars.

Besoins de financement	
Fonds pour une réaction rapide en matière de transport	5 000 000
RQAN	700 000
Programme d'aide pour la protection et la réinsertion des femmes et des enfants victimes de la traite	565 000
Rapport sur les migrations dans le monde	80 000
Recherche: bulletin trimestriel sur la traite des migrants	25 000
Recherche sur les migrations de retour: comment les programmes d'aide au retour facilite la réinsertion	150 000
Recherche visant à estimer l'ampleur des migrations irrégulières en Europe	200 000
Total	6 720 000

TABLEAU RECAPITULATIF DES BESOINS DE FINANCEMENT POUR LES PROJETS DE L'OIM EN 2001

Besoins de financement totaux	
Par régions	
Afrique et Moyen-Orient	18 812 326
Afrique de l'Est et Afrique centrale	6 396 090
Afrique de l'Ouest	5 268 000
Afrique australe	3 812 336
Afrique du Nord et Moyen-Orient	3 335 000
Amériques	21 187 120
Amérique centrale	17 634 690
Pays andins	1 265 800
Amérique du Sud	2 286 630
Asie	6 917 321
Asie centrale	2 509 542
Asie du Sud et du Sud-Ouest	1 974 000
Asie de l'Est et du Sud-Est	2 433 779
Europe	49 221 316
Etats baltes	971 109
Europe orientale	9 017 707
Europe du Sud-Est	39 232 500
Activités multirégionales	6 720 000
Grand Total	102 858 083

Besoins de financement totaux	
Par services	
Mouvements	5 000 000
Migration et santé	8 771 404
Coopération technique en matière de migration	64 152 045
Aide au retour	10 416 800
Information de masse	3 109 000
Lutte contre la traite des êtres humains	10 590 334
Autres programmes	818 500
Grand Total	102 858 083

L'OIM dans les appels globaux interorganisations

AGI	
Afrique	
Ouganda	485 000
République démocratique du Congo	3 955 000
République du Congo	2 475 000
Angola	3 140 336
Asie	
Afghanistan	1 434 000
Europe	
Europe du Sud-Est	25 207 500
Total AGI	36 696 836